

LE PLUS
de Jeune Afrique

PANORAMA Mobilisation générale

INTERVIEW Fadhel Abdelkefi, ministre de l'Investissement

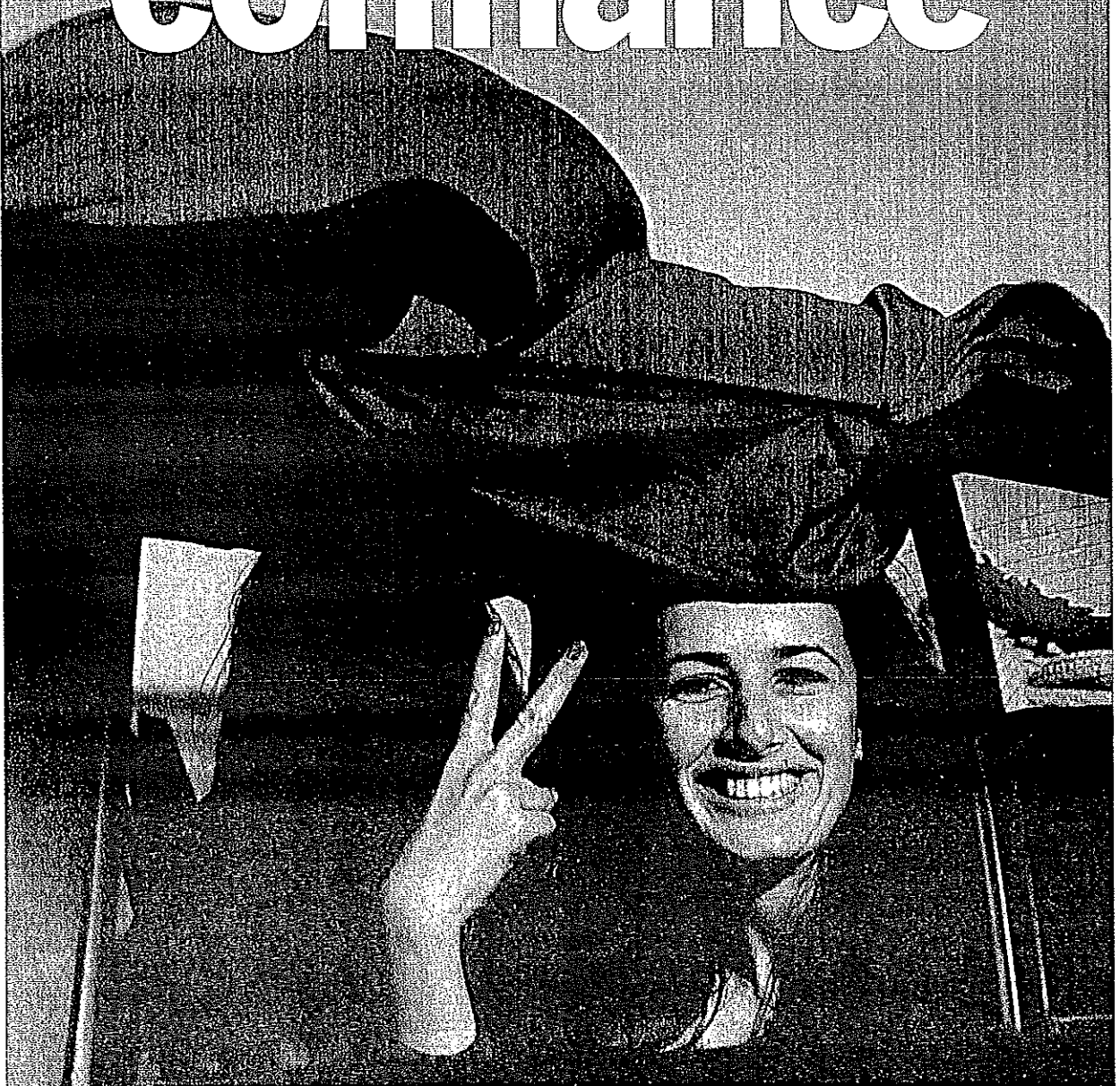
STRATÉGIE Les séquences du rattrapage

BUSINESS Success-stories en série

57

TUNISIE

En quête de confiance



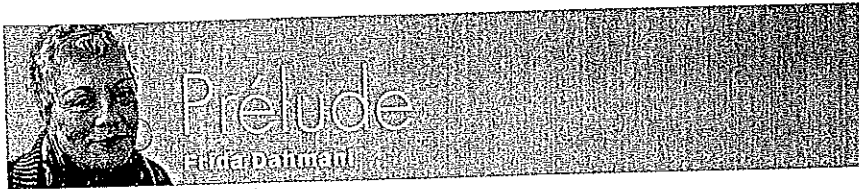
JEUNE AFRIQUE

N° 2913 • DU 6 AU 12 NOVEMBRE 2016

ONS ABID

e
t
s
il
s
t
-
e
s
t
e
a
-
e
-
e
s
s
,
e
n
g
r
|
s
s
i
t
e
u
t
e
s
,
:
é
s

n
s
n
r
(-
,
:
é
s
e
r
û
i,
E
-
JE



Une bouteille à la mer

L'exception tunisienne n'est pas une formule galvaudée, bien qu'elle ait figuré en bonne place dans la propagande de Ben Ali. Ce qui était alors un argument de communicant est aujourd'hui l'indéniable réalité de la Tunisie. Avec des hauts et des bas, des temps forts et des confusions, des drames et des joies, le pays a inscrit sa singularité, au présent et dans l'Histoire, en réussissant une transition démocratique pacifique. La première dans le monde arabe, où le vivre-ensemble entre modernistes, laïques et islamistes n'est pas une utopie.

Ce parcours a été salué par la communauté internationale et couronné par un prix Nobel de la paix l'an dernier. Des satisfécit que les Tunisiens n'ont pas demandés, même s'ils en ont été évidemment honorés. Ils ont agi dans la dignité pour leur pays et pour les générations futures. En cinq ans, le parcours a été formidable: les acquis institutionnels sont là, les réformes sont en cours, la situation sécuritaire est maîtrisée, la stabilité et la décrispation politique assorties de pluralisme sont de retour.

Dans cette marche à pas forcés vers la démocratie, on pourra reprocher aux gouvernements successifs une gestion des affaires chaotique - bien prévisible et inévitable, toutefois, faute de vision et de réelles marges de manœuvre. Résultat: un déficit des finances publiques, une croissance en berne, une faible création d'emplois, une dette abyssale et une machine économique grippée. Cela ressemble à une débâcle, mais, comme le dit une amie: « Le pays n'a pas changé, l'outil de travail n'a pas été touché, les Tunisiens sont les mêmes. Reste à leur faire confiance, comme cela a été le cas par le passé. »

Face à cette tourmente économique, faut-il jeter pour autant le bébé avec l'eau du bain? Les fondamentaux sont là, enrichis de gages de démocratie et de transparence. La volonté est bien au rendez-vous, elle aussi,

mais les fonds manquent pour parachever et confirmer la mutation de la Tunisie, en relevant le défi de la relance économique.

Le pays ne veut pas d'aumône. Il attend celles des investisseurs publics et privés, tunisiens et étrangers, qu'il convie à Tunis les 29 et 30 novembre à une conférence internationale d'appui au développement économique, Tunisia 2020, afin de lever 60 milliards de dollars pour soutenir le Plan de développement 2016-2020.

Il est urgent que ces investissements se concrétisent. C'est désormais vital pour la Tunisie. Et ce n'est pourtant pas grand-chose au regard des sommes extravagantes

Les acquis institutionnels sont là, les réformes en cours, la situation sécuritaire maîtrisée.

dépensées à fonds perdu en effort de guerre ou de maintien de la paix en Afghanistan ou en Irak. Il suffit de peu pour que la « petite » Tunisie sorte de l'ornière économique dans laquelle elle se trouve. La communauté internationale, qui n'a pas tenu ses promesses de soutien financier - notamment celles du G8 de 2011 -, le sait. Il est grand temps pour elle de prouver son appui au seul pays qui a fait du Printemps arabe sa belle saison, malgré un contexte géopolitique contraire.

Soutenir la Tunisie, c'est envoyer un message au monde, affirmer que ses acquis et les efforts qu'elle a accomplis en dépit d'une fragilité économique sont un rempart contre l'obscurantisme et l'extrémisme. « Sans aide, nous serions, dans une vingtaine d'années, en présence d'une autre dictature, ce serait le chaos », avertit Fadhel Abdelkefi, ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale. Et ce n'est pas là une formule qu'il lance pour le simple plaisir d'impressionner les esprits. C'est un vrai risque, que ni la communauté internationale ni les Tunisiens ne peuvent plus feindre d'ignorer. ●



PANORAMA

Mobilisation générale

p. 70

INTERVIEW

Fadhel Abdelkefi, ministre de l'Investissement

p. 74

TRIBUNE

Habib Karaouli, économiste, banquier d'affaires

p. 76

STRATÉGIE

Plan de développement: les séquences du rattrapage

p. 78

TRIBUNE

Samir Meddeb, expert en politiques environnementales

p. 81

BANQUES

Un regain de crédits, mais pas assez de prises de risque

p. 82

BUSINESS



Success-stories en série

p. 84

ÉDUCATION

Le (bon) sens de la compétition

p. 90



SAMY GHORBAL, envoyé spécial à Tunis

C'est le rendez-vous de la dernière chance. La conférence internationale d'appui au développement économique, social et durable Tunisia 2020, qui se tiendra à Tunis les 29 et 30 novembre, doit faire oublier les déceptions du sommet du G8 de Deauville, en juin 2011, et de l'« Invest in Tunisia: Start-up

Democracy Conference », organisée à l'initiative du gouvernement de Mehdi Jomâa, en septembre 2014. Deux grands-messes marquées par une belle affluence et, s'agissant de la réunion du G8, par de mirifiques promesses aussitôt oubliées.

Citée en exemple pour sa transition démocratique, distinguée par le comité d'Oslo – qui lui a décerné le prix Nobel de la paix en 2015 –, la Tunisie est à la peine économiquement. Une



TUNISIE

Mobilisation générale

Loué pour le succès de sa transition démocratique, le pays n'a guère été soutenu sur le plan financier. Et sa situation économique est désormais très difficile. Pour accélérer la reprise, les 29 et 30 novembre, il organise une conférence internationale destinée à rassurer et à réveiller les investisseurs.

conjoncture dégradée, un chômage qui ne régresse pas, des déficits et une dette qui explosent... « La bataille la plus cruciale est celle de l'emploi, car elle conditionne tout le reste, y compris la consolidation de notre démocratie: une exception dans le monde arabe. Or qui dit emploi dit investissements », explique Fadhel Abdelkefi, le ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale (lire pp. 74-75).

Tunisia 2020 vise précisément à mobiliser ces investisseurs, qui se font trop rares, et à

promouvoir le Plan de développement 2016-2020 (lire pp. 78-81), qui prévoit 125 milliards de dinars (60 milliards de dollars) d'investissements sur cinq ans, dont 60 % émaneront du secteur privé. La France et le Qatar ont accepté de « parrainer » cet événement.

La communauté internationale, qui a dépensé des dizaines de milliards de dollars en pure perte dans l'espoir illusoire de stabiliser l'Afghanistan ou l'Irak, des États faillis, ne s'est guère montrée généreuse envers la Tunisie. « Depuis cinq ans, les

▲ Sur l'avenue Mohammed-V, dans le centre de Tunis.

Le FMI et la Banque mondiale doivent allouer au pays 7,8 milliards de dollars sous forme de prêts.

seuls appuis que nous avons reçus sont politiques, regrette Fadhel Abdelkefi. Nous aurions pourtant besoin d'un soutien économique plus fort pour nous aider à franchir un cap difficile. Une telle action serait d'abord dans l'intérêt de l'Europe, ne serait-ce que parce que la Tunisie est à sa frontière. » Comprendre : le politique pourrait inciter les décideurs économiques du Vieux Continent à se montrer moins frileux, plus entrepreneurs.

ÉCARLATE. L'investissement est le talon d'Achille de l'économie tunisienne. Et le problème ne date pas d'hier. Dès la fin des années Ben Ali, les analystes s'inquiétaient de ce qu'ils appelaient « la grève de l'investissement ». Laquelle avait sonné le glas d'un « miracle économique » en réalité bien fragile. L'explication qui prévalait alors était la corruption : la prédation des clans faisait perdre, disait-on, entre 1,5 et 2 points de PIB annuel à la Tunisie. Pour éviter de susciter les convoitises, les opérateurs rechignaient à développer leurs activités (pour vivre heureux...).

Cinq ans après la révolution, le paysage économique s'est assombri. Le rebond espéré ne s'est pas produit. L'investissement est même tombé à un taux historiquement bas : 19,4 % du PIB, soit 10 points de moins qu'au Maroc, le voisin et concurrent traditionnel. La croissance s'en ressent. Entre 2011 et 2015, elle a péniblement atteint 1,5 % en moyenne.

Impossible, dans ces conditions, de concrétiser les aspirations à la dignité et à un développement régional équilibré, pourtant au cœur de la mobilisation révolutionnaire. Le chômage, qui frappe 15 % de la population active (630 000 personnes, dont la moitié sont diplômées du supérieur), n'a pratiquement pas régressé. Les industries du tourisme et des mines (phosphates), piliers de l'économie et traditionnellement pourvoyeuses de devises, se sont effondrées. Les comptes de l'État ont viré au rouge écarlate, pendant que la masse salariale de la fonction publique augmentait de manière vertigineuse. La corruption, qui a changé de nature, s'est démocratisée et décentralisée, opérant une jonction inquiétante avec le commerce parallèle et la contrebande. Depuis 2011, près de 2 000 entreprises, dont 600 étrangères, ont mis la clé sous la porte en Tunisie dans une relative indifférence. La laborieuse transition politique a accaparé toutes les attentions, toutes les énergies.

Mais les choses sont en train de changer. Le gouvernement de Youssef Chahed, formé le 20 août, veut renverser la tendance. Il hérite d'une situation très dégradée, mais bénéficie d'une assise politique renforcée - il a reçu, dès le 26 août, le soutien de 169 des 217 élus de l'Assemblée des représentants du peuple et celui de 80 % des partis figurant au Parlement. Le nouveau Premier ministre travaillera en symbiose avec le président de la République,

Tunisia 2020 Qui fait quoi ?

Un millier de participants sont attendus dans les travées du Palais des congrès, au cœur de la capitale, pour assister à la conférence internationale d'appui au développement économique Tunisia 2020. Ils viendront de 70 pays. Plusieurs chefs d'État et de gouvernement, dont les dirigeants du Koweït et du Qatar, ainsi qu'une délégation française de haut niveau prendront part à la cérémonie d'ouverture, le 29 novembre au matin. Même si rien n'est confirmé, la présence du secrétaire d'État américain, John Kerry, est espérée.

La conférence, qui est pilotée à la fois par le ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale (MDICI) et le ministère des Affaires étrangères (MAE), a connu une genèse compliquée. L'idée était dans les cartons depuis l'alternance de décembre 2014. Elle a été inspirée par la réussite de la conférence de Charm el-Cheikh, qui avait rapporté des milliards



▲ Mourad Fradi (à g.) et Hazem Ben Gacem, les deux commissaires généraux de la conférence, sont des financiers issus du secteur privé.

de dollars à l'Égypte. « Si le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, arrivé au pouvoir à l'issue d'un coup d'État, parvient à mobiliser un tel soutien économique, la Tunisie, qui a réalisé une transition

démocratique exemplaire, devrait parvenir à en faire autant », murmurait-on alors dans les couloirs du MDICI. La dégradation du climat sécuritaire en 2015 et les péripéties politico-politiciennes

Béji Caïd Essebsi - ce qui n'était plus le cas avec son prédécesseur, Habib Essid.

Chahed et ses ministres s'inscrivent dans la durée : leur bail court en théorie tout au long de la législature, jusqu'en 2019. Un luxe, car la Tunisie a connu six Premiers ministres en cinq ans. Pour l'exécutif, la difficulté va consister à envoyer des signaux à la communauté des bailleurs de fonds et au monde des affaires tout en évitant de braquer les syndicats, l'opinion et les contribuables. Les débats enflammés autour de la loi de finances pour 2017 montrent que le pari n'est pas gagné.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale doivent allouer un programme de soutien de 7,8 milliards de dollars au total dans les quatre ans à venir, sous forme de prêts, mais attendent en retour des garanties de sérieux budgétaire. Le gouvernement a annoncé son intention de geler les augmentations salariales dans la fonction publique en 2017 et souhaite remettre à 2019 les augmentations déjà négociées, mais l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ne l'entend pas de cette oreille. « Il n'y a pas de raison pour que les salariés soient les seuls à faire les frais de l'austérité, les pauvres n'ont plus rien à donner », martèle le secrétaire général du puissant syndicat, Houcine Abassi.

Les fils du dialogue ne sont pas rompus, mais la tension est palpable. La grogne des citoyens

contribuables est un autre paramètre à surveiller. « Youssef Chahed a promis de s'attaquer à l'évasion fiscale, à la contrebande et aux corrompus. S'il y parvient et réussit à faire tomber des têtes, il se donnera de l'oxygène et pourra faire passer la pilule de l'austérité, pronostique un familier des arcanes du pouvoir. Il doit impérativement changer de braquet. »

IMAGE DE MARQUE. Le gouvernement a mis les bouchées doubles pour rassurer les investisseurs. Le chantier de remise à plat du cadre législatif est bien avancé. La loi sur les partenariats public-privé (PPP), datant de la fin de 2015, est complétée par le nouveau codé des investissements, simplifié et modernisé, adopté en septembre 2016. Une loi d'urgence économique devrait l'être avant la tenue de la conférence, fin novembre. Son but : débloquer une vingtaine de projets phares, embourbés dans des pesanteurs bureaucratiques ou des questions juridiques inextricables, en leur accordant des facilités administratives. « Pour envoyer un signal fort à ceux qui sont déjà là et à ceux qui souhaitent venir », commente Mourad Fradi, l'un des deux commissaires généraux de la conférence (*lire encadré ci-contre*).

« Nous ne nous voilons pas la face, nous sommes conscients des difficultés du moment, mais certaines vérités doivent aussi être mises en avant, poursuit ce spécialiste des investissements. La résilience de l'économie tunisienne, qui a subi sans jamais s'effondrer une foule de chocs internes et externes depuis cinq ans - la révolution, la guerre en Libye, le terrorisme, les crises politiques à répétition -, en est une. J'en vois une autre, fondamentale : l'attractivité demeure. L'an passé, l'ensemble des investissements directs étrangers a été le fait d'entreprises déjà installées en Tunisie, pour des projets d'extension. Cela signifie qu'elles y trouvent leur compte et croient en notre potentiel. Le pays reste l'un des sites de production les plus compétitifs du bassin méditerranéen. Et ses coûts sont plus bas que ceux de la Chine ! »

Même si chacun espère qu'elle sera précédée par une ou plusieurs annonces spectaculaires - l'implantation d'un constructeur automobile européen ou d'un géant américain de l'internet et des réseaux... -, Tunisia 2020 doit d'abord permettre de restaurer « l'image de marque » de la destination, qui s'était dégradée ces dernières années. « À nous de mettre en valeur nos atouts, philosophe Lotfi Ben Sassi, le conseiller spécial du chef du gouvernement. Les nouvelles technologies recèlent de fantastiques gisements d'emplois pour notre main-d'œuvre qualifiée. La Tunisie offre un avantage inégalable aujourd'hui : la liberté numérique. C'est le seul pays de la région Mena [Moyen-Orient et Afrique du Nord] où la censure est devenue incontestable, donc c'est l'emplacement idéal pour y installer des serveurs et créer un hub numérique. » ●

ont entraîné le report du projet, porté par Yassine Brahim, à novembre 2016.

CARNET D'ADRESSES. Un consortium réunissant la banque d'affaires Arjil, le bureau d'études Comète et la filiale événementielle du Groupe Jeune Afrique a été retenu, en mai 2016, pour mettre en place l'événement. Deux commissaires généraux, des financiers issus du secteur privé et disposant d'un épais carnet d'adresses à l'international, ont été désignés, le 8 septembre, pour prendre les manettes de la conférence. Le premier, Mourad Fradi (46 ans, *photo*), associé du cabinet d'audit Mazars, préside la Chambre de commerce tuniso-italienne. Le second, Hazem Ben Gacem (46 ans, *photo*), diplômé de Harvard, est établi à Londres, où il préside l'activité de capital-investissement européen de la banque d'affaires Investcorp Bank (BSC). Ils seront épaulés par Moncef Baâti, conseiller auprès du ministre des Affaires étrangères, et Khalil Laabidi, le président de l'Agence de promotion des investissements extérieurs (Fipa). ● s.g.

Dans le rouge

• La croissance s'est établie à 1,5 % en moyenne de 2011 à 2015 et elle ne dépassera finalement pas 1,6 % en 2016, au lieu des 2,5 % initialement prévus

• Le budget de l'État a explosé, passant de 18 à 29 milliards de dinars de 2011 à 2015

• La dette publique a plus que doublé en cinq ans, pour s'établir à 55 milliards de dinars, soit 63 % du PIB

• Le tourisme est en berne, avec moins de 3 millions de visiteurs au cours des huit premiers mois de 2016. Une baisse de 31,7 % par rapport à la même période en 2014, avec un recul vertigineux de la clientèle de ses deux principaux marchés européens, la France (-49,4 %) et l'Allemagne (-71,6 %)

INTERVIEW

Fadhel Abdelkefi

« Nous n'avons pas besoin de dons mais d'investissements »

Accablé par la dette, les déficits et le chômage, le pays dispose pourtant de sérieux atouts pour redresser la barre. Reste à en convaincre les décideurs étrangers et les Tunisiens eux-mêmes, tâche à laquelle s'est attelé le **ministre du Développement et de l'Investissement**.

Jusqu'à sa nomination au portefeuille du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, le 20 août, au sein du gouvernement de Youssef Chahed, Fadhel Abdelkefi était directeur général de Tunisie Valeurs. Il avait intégré en 1995 cette société intermédiaire en Bourse fondée par son père, avant d'en prendre la tête en 2005. Spécialiste de la gestion d'actifs et du capital-investissement, il a été président du conseil d'administration de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis (BVMT) de 2011 à 2014. Depuis le mois de septembre, Fadhel Abdelkefi s'emploie à la réussite du volet économique de la conférence internationale Tunisia 2020, qui se tiendra à Tunis les 29 et 30 novembre. De New York à Londres, de Paris à Bruxelles, Francfort puis Milan, il est allé à la rencontre des bailleurs de fonds internationaux, des décideurs politiques et des milieux d'affaires pour leur ouvrir les yeux sur l'évolution politique et économique de la Tunisie. Objectif : mobiliser les investisseurs publics et privés étrangers autour du modèle tunisien, mais aussi remotiver ses compatriotes, afin de relancer la croissance. Et lui permettre de parachever le succès de sa transition démocratique avec une relance économique réussie.

JEUNE AFRIQUE : De quoi la Tunisie a-t-elle besoin ?

FADHEL ABDELKEFI : Ces cinq dernières années, le pays a vécu de ses finances publiques, d'où une explosion de sa dette, en partie liée à la forte augmentation de la masse salariale des fonctionnaires, qui est passée de 6 à 13 milliards de dinars [2,7 à 5,8 milliards de dollars] sur cette période. Avant 2011, les finances publiques étaient aux normes « maastrichtiennes », et le pays, pratiquement en excédent budgétaire.

Depuis, à la décharge des gouvernements qui se sont succédé, il aurait été difficile de faire autrement [que de s'endetter pour augmenter le budget de l'État] compte tenu du contexte et des tensions post-révolutionnaires. Aujourd'hui, le pays doit retrouver l'accès à l'investissement, aussi bien local qu'international. La Tunisie n'a pas besoin de dons mais d'investissements.

Quels sont les objectifs de la conférence des 29 et 30 novembre ?

Le but est de ramener des décisionnaires autour de projets publics, en partenariat public-privé [PPP] ou privé, de leur présenter cette nouvelle Tunisie démocratique où il fait bon vivre. Avec le retour à une stabilité politique, sécuritaire et sociale, le climat des affaires sera apaisé ; le tourisme, la production de phosphates et l'ensemble des activités perturbées depuis cinq ans pourraient reprendre et permettre à la Tunisie de croître au-

Même au bord de la rupture politique, il y a toujours eu un sursaut patriotique.

delà des prévisions. Il suffit de peu pour que le rebond soit significatif. La Tunisie politique a pris son destin en main, mais il reste le problème des 630 000 chômeurs, auxquels il faut donner de l'espoir. La priorité est à l'emploi, qui ne peut venir sans investissements. L'État n'a pas pour vocation d'investir dans l'économie marchande, il doit poursuivre son travail de mise à niveau des infrastructures. Les investissements publics sont nécessaires, mais la création d'emplois, c'est le rôle du privé. S'il n'y a pas d'investissements immédiats, nous aurons au moins rétabli l'image économique du pays.

► Au siège de Tunisie Valeurs, dont il était directeur général avant d'intégrer le gouvernement.

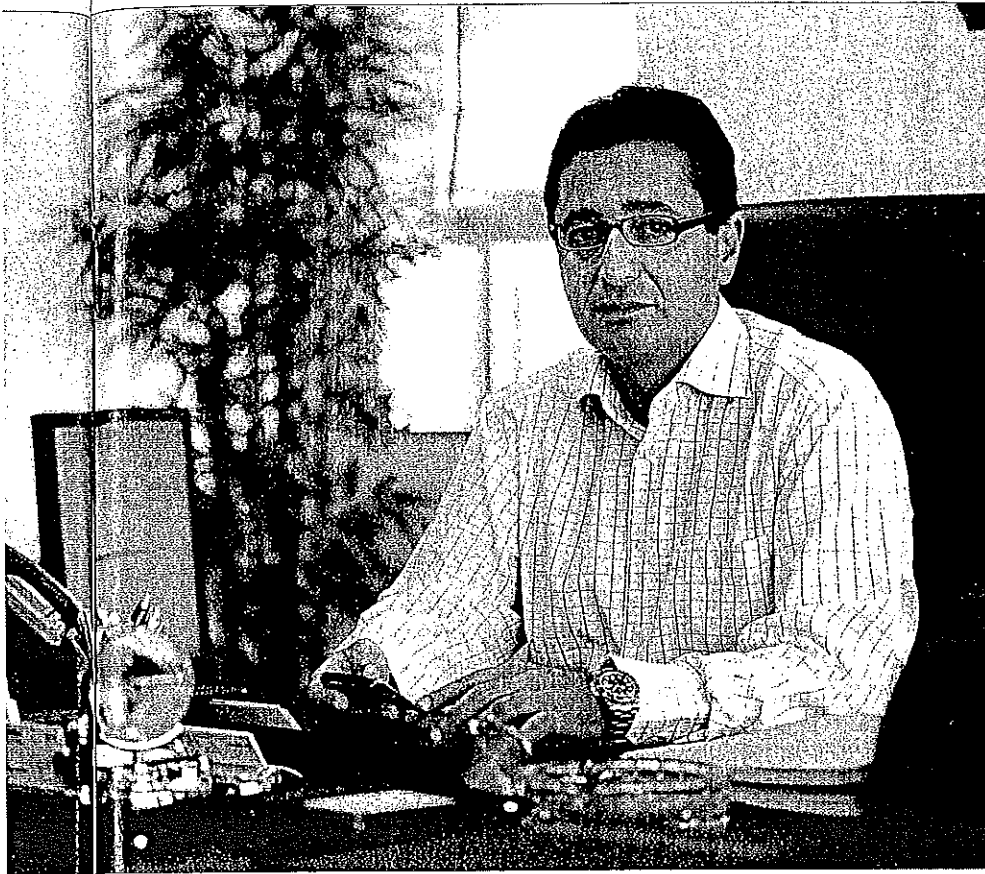


Vous avez engagé un véritable road show pour préparer la conférence, en commençant par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Quels en sont les premiers retours ?

Lors des rencontres de très haut niveau tenues grâce à nos ambassadeurs aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ainsi qu'aux commissaires de la confé-

rence, les soutiens politiques ont été confirmés. Mais il faudrait que la communauté internationale accorde plus d'attention à notre pays, qui est au cœur de la Méditerranée et peut être donné en exemple au monde entier. Beaucoup d'investisseurs potentiels sont curieux de la Tunisie et découvrent son parcours avec un certain enthousiasme. Cela prouve à quel point nous avons pâti d'un déficit d'image.

Nous avons exposé la réalité actuelle du pays, sa très difficile situation économique, mais aussi ses atouts. La phase d'instabilité politique est dépassée, nous



NICOLAS FAUQUE

sommes dans un gouvernement d'union nationale, dirigé par un Premier ministre de 41 ans, jeune et fédérateur. Au sein de l'exécutif, syndicalistes, islamistes, indépendants et libéraux, conscients des difficultés du moment, travaillent côte à côte avec un objectif commun. Nous avons un État, une administration qui peut se corriger, une élite et des compétences pour aller de l'avant.

Y compris pour mettre un terme aux lourdeurs administratives qui ont freiné l'investissement ?

Nous sommes conscients de nos failles. Le pays doit être prêt, au niveau de son organisation légale et technique, comme de son administration, et l'humeur générale doit être à la confiance. Nous avons dépassé l'étape de la politique et orientons désormais les efforts sur les sujets économiques. Les choses prennent forme : un nouveau code des investissements a été adopté et la loi d'urgence économique, en cours de préparation, sera un signal pour dire aux investisseurs locaux et étrangers que le développement des projets sera facilité et que les procédures seront simplifiées de façon qu'ils puissent tenir les délais de réalisation prévus.

Vous semblez éprouver une certaine amertume...

La Tunisie a fait sa transition démocratique pacifiquement ; même au bord de la rupture politique, il y a toujours eu un sursaut patriotique général. Pourtant, ce bonus politique n'a pas été transformé en bonus économique, il n'a pas bénéficié d'un soutien à la relance [de la part des pays tiers]. Alors que nous sommes aux frontières de l'Europe, le risque est que d'autres se saisissent de l'occasion.

Après cinq années difficiles, le pays ne se rend plus compte de son potentiel. Pourtant il a un passé : il a été le plus grand exportateur d'Afrique en montant et par habitant, il pratique le commerce depuis des millénaires, les Tunisiens sont commerçants et entrepreneurs, par déterminisme ou par atavisme. Autant d'atouts pour rebondir !

Désormais, la question politique a été réglée, nous avons réussi à nous fédérer, et personne ne nous ôtera notre enthousiasme. La Tunisie, nous y croyons. Il faut lui faire confiance. Un potentiel et des énergies énormes sont au rendez-vous, prêts à être libérés. ♦

Propos recueillis à Tunis par

FRIDA DAHMANI



Elyès Jouini*

La Tunisie réussira-t-elle à mobiliser 24 milliards de dollars d'investissements étrangers d'ici à cinq ans ?

« Rien n'est gagné, mais tout reste possible, à condition que tous les efforts aillent en direction du développement de l'investissement. La conférence Tunisia 2020 sera une première étape. Elle sera essentiellement destinée à montrer que le pays est ouvert et reste une destination attractive.

Le soutien international ne doit pas être détourné au profit du budget de l'État, mais aller à l'investissement productif. L'État doit contenir son déficit, maîtriser ses finances et montrer un engagement fort en faveur de l'investissement, national ou étranger. Il faut aussi résister à la tentation de faire jouer tous les rôles à l'investissement privé. S'il permet de réduire des inégalités régionales de développement, c'est fantastique. Mais sa vocation première, c'est de créer de la valeur et de l'emploi. Ne confondons pas tout. Assurer l'équilibre entre les régions relève d'abord de la mission de l'État. »

* Elyès Jouini est vice-président de l'université Paris-Dauphine. Devenu ministre chargé des réformes économiques et sociales après la révolution, il a été le « sherpa » de la Tunisie au sommet du G8 de Deauville, en juin 2011.

TRIBUNE



HABIB KARAOUÏ
Economiste,
banquier
d'affaires

Notre avenir doit s'affranchir du passé

« **A**urons-nous un jour un autre avenir que notre passé ? » Cette interrogation du regretté écrivain marocain Driss Chraïbi n'a jamais été aussi actuelle, en Tunisie comme dans tous les pays touchés peu ou prou par ce qu'il est communément admis d'appeler « le printemps arabe ». Pour n'examiner que le cas tunisien, l'analyse de l'offre politique et économique nous renvoie à ce constat amer tant les idées, les programmes, les modèles, pis, les perspectives proposés par ceux qui prétendent à la conduite des affaires de la cité sont passéistes, éculés, répétitifs et ignorants des enseignements de l'histoire des peuples.

Retour aux sources, mimétismes, nostalgie de lignées disparues sans postérité... Pourtant, n'est-ce pas le propre d'une révolution que de rompre avec le passé ? De casser les codes anciens pour en générer d'autres ? Bien évidemment, il ne s'agit pas de faire table rase. Nous avons toutes les raisons du monde d'aimer notre histoire, surtout dans sa profondeur, sa diversité et sa richesse.

Mais n'est-il pas temps d'en construire une autre pour les générations futures au lieu de leur laisser celle de nos aïeux, fût-elle des plus glorieuses ?

Déficit d'imagination. J'ai toujours considéré que tous les déficits étaient résorbables sauf un, celui de l'imagination, qu'illustre cette incapacité avérée à sortir du paradigme pour trouver des solutions originales et innovantes – sans lesquelles il n'y aura point de salut – en comptant d'abord et surtout sur nous-mêmes.

Si nous voulons garder notre souveraineté de décision et nos choix de société, les solutions durables ne peuvent être générées que par nous-mêmes. Il faut rompre avec cette attitude quémandeuse, culpabilisante et déresponsabilisante qui consiste à demander à autrui de trouver des solutions à nos problèmes – fût-il pour partie responsable de notre situation, comme c'est certainement le cas s'agissant de certains pays occidentaux.

Au risque d'en offusquer plus d'un, j'estime que le monde ne nous doit rien. C'est à nous de démontrer au reste du monde que nous sommes capables de pérenniser nous-mêmes, à notre rythme et avec nos moyens, notre

démocratie naissante, parce que nous l'avons voulue et choisie comme système de gouvernement et comme modèle de société. Aucun édifice n'est viable s'il est constamment tenu à bout de bras et d'attelles, qui plus est fournies par l'étranger.

Quête sociale. Il faut l'admettre désormais. Le monde sera de moins en moins dans l'admiration et de plus en plus dans le questionnement. Qu'avons-nous fait de cette liberté reconquise ? Qu'avons-nous fait pour réinventer un modèle qui mette fin au développement hémiplegique du pays et au chômage structurel, notamment des jeunes diplômés ? Suprême ironie. La fracture sociale et régionale s'est considérablement aggravée depuis six ans. Il y a eu hélas désinvestissement par les opérateurs privés et par l'État, là où ils auraient dû intervenir massivement.

Il est temps de rompre avec la culture de la résignation.

Oublierait-on que la révolution est partie d'une quête sociale, avant d'être politique et encore moins identitaire ? Toutes les politiques économiques seront jugées et jaugées à l'aune de leur capacité à répondre aux facteurs qui ont déclenché la révolution. À défaut, une remise en question brutale du processus de transition démocratique n'est plus à exclure.

Le monde comme horizon. La crise est toujours une occasion pour faire des choses que l'on pensait irréalisables avant. C'est un moment propice à la révélation de solutions originales et innovantes. Il est temps de se ressaisir et de rompre avec la culture de la résignation. Il n'y a aucune fatalité à l'échec. Ayons de l'ambition. Consolidons notre ancrage européen (on ne lâche pas la proie pour l'ombre) et ayons le monde comme horizon, en saisissant toutes les opportunités. Libérons les initiatives et multiplions les histoires à succès. Montrons que nous sommes capables de nous prendre en charge et d'avancer par nous-mêmes. Cette démocratie sera pérenne ou ne le sera pas, selon que nous accepterons ou non de rester dépendants des autres. Il nous appartient d'en décider. ●

STRATÉGIE

Redécollage imminent

Au vu de ses objectifs et des moyens envisagés, le **plan de développement** que le gouvernement s'apprête à activer a tout d'un programme de redressement accéléré.

Depuis la chute du régime Ben Ali, en 2011, la Tunisie a navigué à vue à renfort de lois de finances amendées par des textes complémentaires réaffectant les ressources en cours d'exercice. Instabilité politique et manque de temps n'ont pas permis aux neuf gouvernements qui se sont succédé d'avoir les coudées franches pour donner un nouveau cap au pays. Le plan de développement 2016-2020, sans être un plan quinquennal classique, y remédie : il établit d'abord un diagnostic, puis propose un ensemble de réformes et de chantiers à même de remettre le pays, désormais « entré en démocratie », sur les rails de la croissance. Les deux premières années seront consacrées à

une relance graduelle de l'activité économique, pour un véritable redécollage attendu à partir de 2018.

MUTATION. Document de référence pour la conférence internationale d'appui au développement économique des 29 et 30 novembre, ce plan 2016-2020 identifie

plus de 50 projets structurants pour stimuler les investissements nationaux et étrangers, dont la réalisation devrait créer 400 000 emplois. C'est autour de ces projets et de domaines clés (*lire pp. 79-81*) allant de la logistique à l'économie verte, en passant par le numérique, que le gouvernement entend mobiliser au moins

Si tout va bien, en 2020

Par rapport à 2015, le volume des investissements de l'État et du secteur public devrait avoir augmenté de

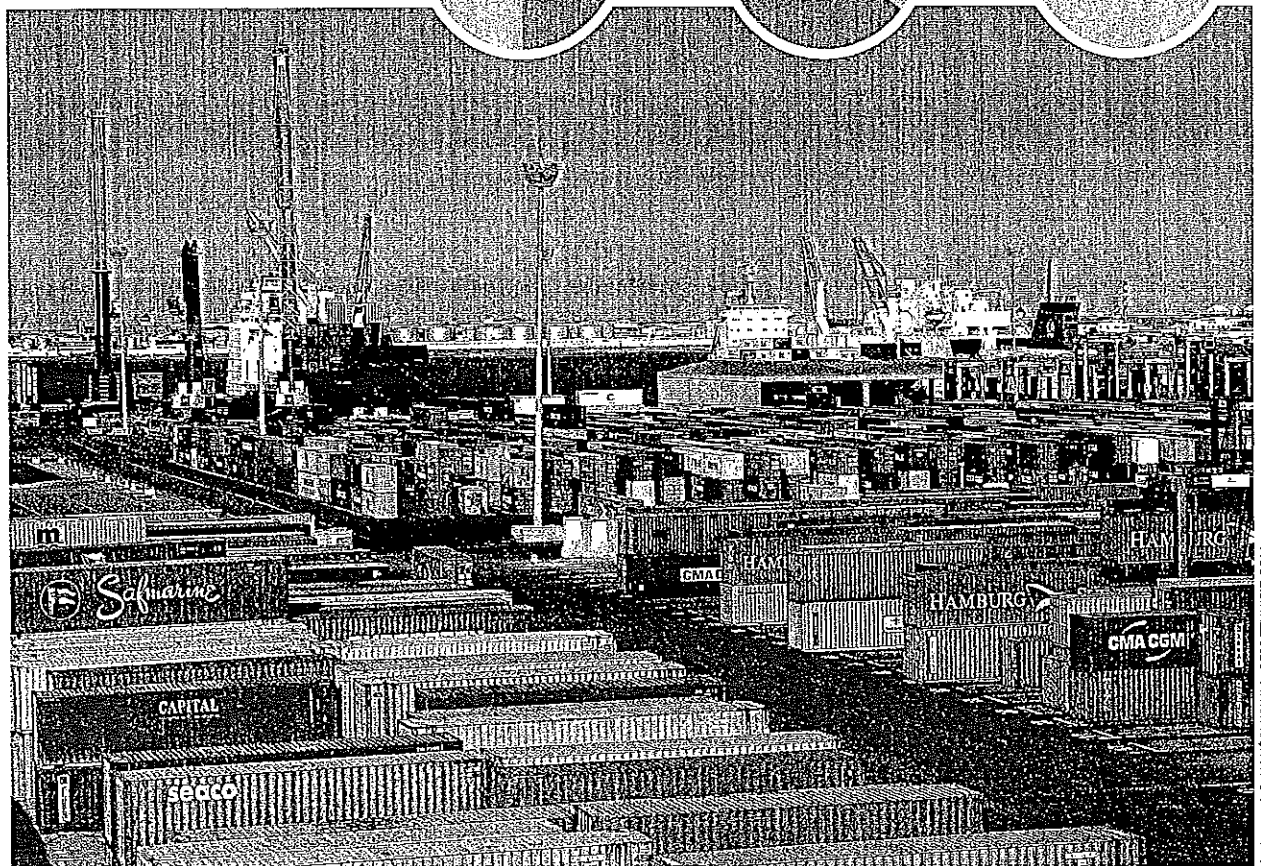
50%

... celui du secteur privé local de

65%

... et les investissements directs étrangers (IDE) de

81%



▲ Le développement des infrastructures logistiques est inscrit dans le plan 2016-2020 (ici le port commercial de Radès).



125 milliards de dinars (60 milliards de dollars) d'investissements sur cinq ans, dont 40 % financeront des projets portés par l'État et par les entreprises publiques.

L'un des principaux objectifs est de corriger les faiblesses du pays en matière de gouvernance et d'entamer une mutation économique pour juguler les disparités régionales, résorber le chômage, lutter contre la précarité et retrouver une position à l'international, en s'appuyant - « un peu trop », selon certains observateurs - sur la discrimination positive. Cependant, dans sa lecture critique du plan, Salma Zouari, professeure d'économie à l'Institut des hautes études commerciales (IHEC), souligne que le schéma de développement qu'il porte ne révèle pas « une nette transformation de l'appareil productif vers des secteurs à forte valeur ajoutée » et ne sera pas en mesure de créer « des emplois de qualité en nombre suffisant pour répondre aux aspirations des diplômés du supérieur ».

VOLONTAIRE. Le plan est articulé autour de cinq axes prioritaires : une réforme de l'administration pour instaurer une bonne gouvernance et lutter contre la corruption, le passage d'une économie à faible coût à une économie à forte valeur ajoutée, le développement humain et l'inclusion sociale, une décentralisation bien structurée pour une gouvernance locale et régionale efficace et, enfin, le développement de l'économie verte.

Au niveau des équilibres financiers, l'objectif est de réduire le déficit courant de 8,5 % du PIB en 2015 à 6,8 % en 2020, un niveau qui reste relativement élevé et suppose à la fois un solide soutien à

l'exportation et une augmentation considérable des importations pour accompagner l'effort d'investissement. Et, côté business, l'avancement dans l'exécution des grandes réformes - parmi lesquelles la modernisation de l'administration, la révision du système des marchés publics, la promulgation du nouveau code d'investissement, la poursuite de la réforme fiscale et de celle du secteur financier, ainsi que l'adoption d'une politique volontaire pour stimuler les partenariats public-privé - devrait contribuer à une réelle amélioration de l'environnement des affaires. ●

FRIDA DAHMANI, à Tunis



Économie numérique et entrepreneuriat

Objectif : hisser la part des secteurs à contenu technologique élevé à 30 % du PIB, contre 20 % en 2015.

L'investissement dans l'économie du savoir repose essentiellement sur la mise en place d'une infrastructure numérique permettant la connexion à haut débit pour les foyers, les entreprises et les services publics, le développement du numérique commercial (e-commerce) et la numérisation au sein des départements gouvernementaux (e-gouvernement). Ce développement est assorti de la modernisation des infrastructures de télécommunications et de mesures incitatives à l'intention des nouvelles entreprises du secteur à même d'innover et de créer de la valeur ajoutée en matière de TIC.



Industries exportatrices

Objectif : faire décoller les exportations de biens et services, pour qu'elles atteignent une croissance de 6 % en 2020 (contre - 0,7 % en 2015) et contribuent à plus de 40 % du PIB.

Pour s'intégrer dans l'économie mondiale et réduire le déséquilibre de sa balance commerciale, le pays doit augmenter le rythme de ses exportations, en particulier dans l'agroalimentaire, les industries automobile, aéronautique, textile et pharmaceutique. Une évolution qui dépendra cependant de la demande des marchés internationaux et qui exige que la capacité d'exportation soit ajustée à la croissance des marchés cibles.



Transport et logistique

Objectif : maîtriser les coûts afin de les ramener à 15 % du PIB, contre 20 % en 2015.

Première étape pour devenir une plateforme logistique performante : le développement des infrastructures, avec l'extension des autoroutes et des voies rapides, de 420 km aujourd'hui à 1 200 km en 2020, ainsi que du réseau ferroviaire urbain et « intercités », notamment pour assurer les liaisons entre Tunis et les gouvernorats de l'intérieur et du Sud. Autre enjeu de taille : la faisabilité et la réalisation du port en eau profonde d'Enfidha (entre Hammamet et Sousse). ●●●

www.atb.tn

Authenticité
Modernité
et Progrès

ATB
الاتحاد التونسي للتأمين

Des professionnels à l'écoute

ATB Tunisia



Développement humain

Objectif : allouer au minimum 20 % du PIB aux dépenses et aux transferts sociaux, réduire le taux de pauvreté de 4,6 % en 2015 à 2,5 % à l'horizon 2020 et éradiquer la précarité.

Éducation, santé, habitat, cadre de vie, mais aussi culture et sport... Le développement humain est l'un des domaines les plus larges, les plus sensibles, mais aussi les plus porteurs du plan quinquennal 2016-2020 pour résorber les disparités sociales et régionales. Il met l'homme et

l'amélioration des conditions de vie des générations à venir au cœur du développement. Parmi les priorités : la révision du système de santé et des pensions, la construction de 100 000 logements sociaux et la réhabilitation de quartiers populaires, l'accès à la culture et au sport...



Économie verte

Objectif : augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique à 12 % en 2020 (contre 3 % en 2015), augmenter le rendement du réseau d'eau potable à

80 % (contre 72 %) et faire en sorte qu'il desserve plus de 95 % de la population en milieu rural, recycler au moins 50 % des déchets.

Face au stress hydrique, aux changements climatiques, à l'avancée du désert et à l'expansion urbaine (lire tribune ci-dessous), sans parler des dégradations et du laisser-aller considérables observés ces dernières années en matière de déchets, de pollution et de construction, la Tunisie doit inscrire les impératifs environnementaux, de gestion durable et équitable parmi ses priorités de développement (humain, économique et territorial). ● F.D.

TRIBUNE

Samir Meddeb
Expert en politiques
environnementales



Pour une reprise en main de l'environnement

Depuis le sommet de la Terre, à Rio, en 1992, jusqu'à la révolution de 2011, la Tunisie s'est dotée d'un ensemble d'outils institutionnels, juridiques, techniques et financiers pour mettre en œuvre une politique de sauvegarde et de protection de l'environnement. Malgré cette dynamique apparente, les principaux problèmes posés en matière d'environnement n'ont fait que s'amplifier : surexploitation et dégradation des ressources naturelles, occupation souvent incontrôlée d'une bande littorale sensible et fragile, croissance urbaine segmentée et chaotique, gestion irrationnelle des déchets domestiques et industriels, pollution et détérioration de certains écosystèmes majeurs entraînant une perte significative de leurs fonctions socio-économiques, comme on l'observe dans le golfe de Gabès...

Sur cette période, l'édifice politico-institutionnel relatif à l'environnement a pâti d'un faible ancrage auprès des principaux acteurs publics et privés comme de l'ensemble de la population. Avec des institutions affaiblies et des citoyens désengagés, le choc de la révolution a fait perdre à ce domaine la quasi-totalité de ses assises. Un dérèglement dont ont particulièrement souffert la préservation de la biodiversité, la lutte contre les pollutions, l'aménagement urbain, la gestion des déchets ainsi que celle de l'exploitation des ressources naturelles continentales et marines. Et, depuis 2011, la gouvernance environnementale

est d'autant plus imparfaite que ces problématiques ont été reléguées au second plan, au profit de questions politiques et socio-économiques.

Un repositionnement de l'environnement comme élément majeur et essentiel au développement, au même titre que le volet socio-économique, est indispensable à



Il doit être intégré à toutes les politiques, économique et sociale.

la réussite de la transition dans laquelle la Tunisie est engagée. Jusqu'à présent abordé comme un secteur individuel et isolé, il doit désormais être intégré à toutes les politiques, économique et sociale, et être partie prenante d'un développement inclusif. La décentralisation, qui tarde à se concrétiser, devrait contribuer largement à la promotion de cette nouvelle approche au niveau local.

L'équilibre de la Tunisie et la qualité de vie de sa population tiennent aujourd'hui à la volonté de mettre en œuvre une politique efficace et performante non seulement pour préserver son capital naturel, mais aussi pour sauvegarder les fonctions socio-économiques de ses écosystèmes continentaux et marins. Sinon, un certain nombre d'activités humaines risquent d'être privées des composantes naturelles dont elles ont besoin. ●

FINANCES

Regain de crédits

Malgré une conjoncture difficile, les banques affichent de bons résultats. Leur contribution à la relance de l'économie et à l'accompagnement des PME reste toutefois modérée.

Les banques tunisiennes ne semblent pas être affectées par la morosité ambiante. Malgré l'absence de grands projets et un recul des investissements, leurs indicateurs sont au beau fixe, en particulier ceux des établissements privés, à commencer par la Banque internationale arabe de Tunisie (Biat), qui concentre 17,2 % des dépôts, et Attijari Bank, qui réalise l'une des meilleures performances du secteur.

Parmi les principaux facteurs influant sur l'activité des banques – dont la politique monétaire et les taux d'intérêt établis par la Banque centrale de Tunisie (BCT), la croissance économique, le besoin de financement du Trésor, les dépôts, le

crédit et la qualité des emprunteurs –, la plupart auraient pu avoir une incidence négative sur le secteur. Pourtant, les banques font preuve de pugnacité commerciale et affichent pratiquement toutes de belles performances (voir tableau) : le produit net bancaire (PNB) a progressé de 6,5 % en 2015 et de 9,6 % au premier semestre 2016, tandis que les portefeuilles de titres ont enregistré 31 % de gains supplémentaires en six mois.

Face à un marché volatil et compte tenu de leur capacité à générer de la croissance même par gros temps, les banques deviennent des valeurs refuges. Elles se sont adaptées à un contexte économique sans grande visibilité et ont acquis

massivement des bons du Trésor, qui leur ont non seulement permis de fournir des fonds à la trésorerie de l'État, mais aussi d'assurer leur propre refinancement via la BCT, qui réinjecte des liquidités dans leurs circuits. Un phénomène de vases communicants dont elles tirent profit.

On leur reproche d'autant plus de ne pas suffisamment accompagner les PME et de contribuer à l'économie du pays en deçà des attentes. « Les banques ne s'engagent pas assez et ont une vision à court terme, si bien qu'il y a une sorte de divorce entre elles et les entreprises », regrette Dhafer Saïdane, spécialiste du secteur bancaire, enseignant-chercheur à la Skema Business School.

ASSAINISSEMENT. Pourtant, au cours du premier semestre 2016, elles ont accordé 66,2 milliards de dinars (plus de 29,5 milliards de dollars) de crédit, soit 3,1 % de plus qu'en 2015. Certains imputent cette progression à une conjoncture exceptionnelle : en mars 2016, les banques ont notamment décaissé près de 0,5 milliard de dinars pour répondre aux demandes de crédits des opérateurs télécoms qui souhaitaient acquérir la licence 4G.

Cette embellie est également due à des facteurs exogènes. La situation des trois banques publiques – Société tunisienne de banque (TB), Banque nationale agricole (BAN) et Banque de l'habitat (BU) –, largement déficitaires, est en cours d'assainissement et une loi bancaire adoptée en juillet 2016 donne un cadre de bonne gouvernance et de transparence au secteur. Certains estiment cependant que ces réformes manquent d'audace et qu'il serait temps de diversifier le financement des PME via le marché boursier, de repositionner la BNA sur les projets agricoles et de céder les actifs détenus par l'État dans la BH. ● FRIDA DAHMANI

Principaux indicateurs des banques cotées en Bourse

(en %, évolution au 1^{er} semestre de 2016 par rapport à la même période en 2015)

| Banques | Produit net bancaire (PNB) | Crédits à la clientèle | Dépôts de la clientèle |
|---|----------------------------|------------------------|------------------------|
| • Banque nationale agricole (BNA) | +6,4 | -16,3 | +6,4 |
| • Banque de Tunisie (BT) | +7,2 | -2,7 | +5,0 |
| • Attijari Bank | +9,9 | +14,6 | +10,2 |
| • Banque de Tunisie (BT) | +9,6 | +7,9 | +6,2 |
| • Attijari Bank | +1,9 | -2,5 | +1,7 |
| • Banque internationale arabe de Tunisie (Biat) | +10,6 | +16,8 | +8,9 |
| • Société tunisienne de banque (STB) | +11,4 | +0,7 | +0,2 |
| • Union bancaire pour le commerce et l'industrie (UBCI) | +7,5 | +8,8 | +9,9 |
| • Union internationale de banques (UIB) | +13,0 | +10,5 | +6,9 |
| • Banque de l'habitat (BH) | +17,2 | +15,2 | +5,4 |
| • Banque de développement des Emirats (BDE) | +43,8 | +20,9 | +18,1 |

SOURCE : ASSOCIATION PROFESSIONNELLE TUNISIENNE DES BANQUES ET DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (APTBEF)

LA MICROFINANCE A LE VENT EN POUPE

Plus de 300 000 Tunisiens bénéficient de microcrédits et près d'un million de personnes y sont éligibles (soit environ 10 % de la population tunisienne), selon les institutions de microfinance (IMF) du pays. Depuis 2011, libéré des freins imposés par l'ancien régime

et doté d'une nouvelle réglementation qui veille à sa régulation (lois de novembre 2011 et de juillet 2014), le secteur est en plein essor. En janvier 2016, en collaboration avec les IMF, l'Autorité de contrôle de la microfinance (ACM) a mis en place une centrale des

risques afin de mieux surveiller le surendettement. Le rôle des leaders du secteur – Enda (qui a lancé la microfinance dans le pays en 1995), Taysir et Microcred – apparaît aujourd'hui essentiel dans la lutte contre la pauvreté, le chômage et l'exclusion, d'autant que la

création de microentreprises conduit (ou remet) certains acteurs de l'économie parallèle dans le circuit formel. Ces résultats ont séduit le gouvernement, qui a annoncé fin septembre la création prochaine de cinq fonds publics de microcrédit destinés aux jeunes. ● F.D.

BUSINESS

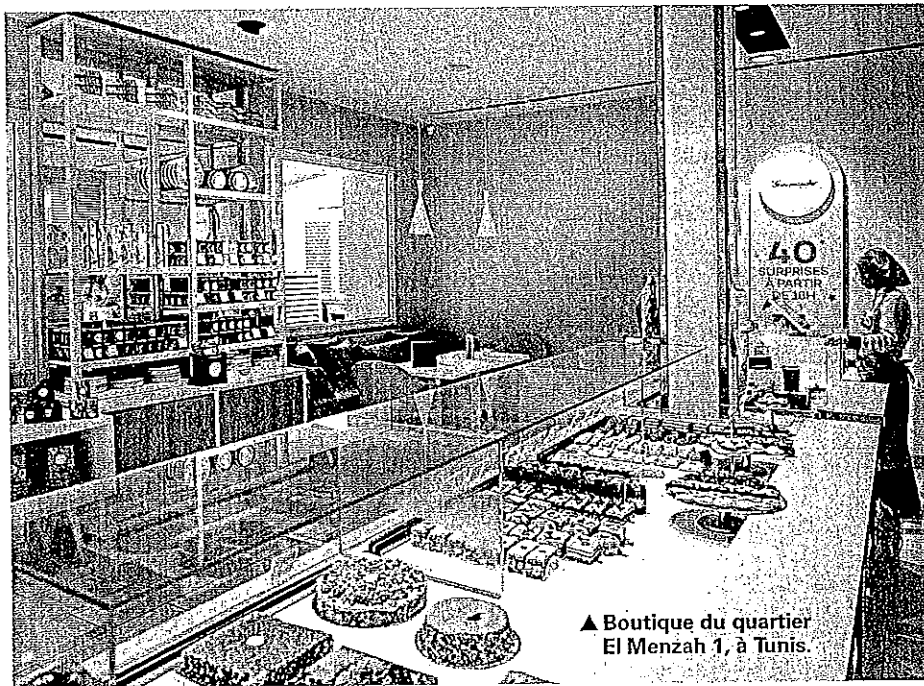
Success-stories en série

Si les difficultés traversées par le pays mènent la vie dure aux entreprises, certains patrons ont trouvé des idées pour développer leur activité, voire en créer de nouvelles.

Une histoire de Gourmandise

Radhia et Taleb Kamoun ont repris en 1988 le flambeau transmis par leur mère, Souad Kamoun, qui avait fait de sa passion pour la confection de gâteaux traditionnels un métier en créant Gourmandise dès 1976. La PME a misé sur la régularité dans la qualité (certifiée ISO 9001 et 22000) et s'est adaptée aux goûts d'un marché très exigeant en proposant pour chaque saison une nouvelle collection.

Avec un chiffre d'affaires de 13,5 millions de dinars (environ 2,5 millions de dollars) en 2015, 360 employés et désormais 17 boutiques en Tunisie, Gourmandise veut conforter sa position de leader de la pâtisserie tunisienne et occidentale haut de gamme.



▲ Boutique du quartier El Menzah 1, à Tunis.

© NICOLAS FAUQUE/WWW.MAGSDETUNISIE.COM

CONCEPT STORES. Début 2015, le capital-investisseur AfricInvest est entré au capital de l'entreprise (à hauteur de 3 millions de dinars), ce qui lui a permis d'engager une

stratégie de développement national et international : nouvelle identité visuelle, mise en place de *concept stores* avec espace dégustation (comme la Maison Gourmandise, ouverte

en début d'année à La Marsa, près de Tunis) et commercialisation de nouveaux produits du terroir sur le segment épicerie fine. Après avoir ouvert sa boutique en ligne, destinée

en particulier aux livraisons à l'étranger, Gourmandise compte désormais se développer sur les marchés du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. ● FRIDA DAHMANI

Dans la chaleur de La Cinquième Saison

Dans les années 1990, nul n'aurait parié sur le potentiel agricole de la zone d'El Khebayet, située à El Hamma, près de Gabès (Sud). Mais le miracle de la géothermie, allié à la technologie et à une bonne dose de compétence, a permis à La Cinquième Saison - société fondée par Adel Tlili - de produire hors sol, sous des serres chauffées par des eaux géothermales (dont la température est d'environ 65 °C), des primeurs de grande qualité, tant gustative que physique, avec des rendements

allant jusqu'à 300 tonnes par hectare (t/ha). Tomates, poivrons, fraises et melons s'arrachent à bon prix sur les marchés européens, notamment autrichien et allemand.

AGRUMES. L'exploitation, qui se résu-
mait à deux serres-tunnels de 5 ha en 1988, s'étend aujourd'hui sur 40 ha et emploie près de 900 salariés. Depuis 2008, elle est gérée en partenariat avec le groupe espagnol SanLucar et elle est devenue un exemple de réussite dans

la région, qui souhaite reproduire son modèle à travers des projets impliquant des jeunes. Avec son partenaire valencien, l'entreprise compte essaimer dans d'autres régions de Tunisie. Son plan de développement, engagé en 2015 à Bizerte, prévoit un investissement de 169 millions d'euros sur sept ans pour aménager 3 000 ha (pour y cultiver principalement baies, agrumes et fruits à noyaux). Ce qui devrait créer des milliers d'emplois directs dans les zones de production. ● F.D.

Questions à Leïth Ben Becher

Président du Syndicat des agriculteurs de Tunisie (Synagri)

« Rien ne se fera sans l'agriculture »

JEUNE AFRIQUE: Pourquoi et comment la Tunisie doit-elle renouer avec son agriculture ?

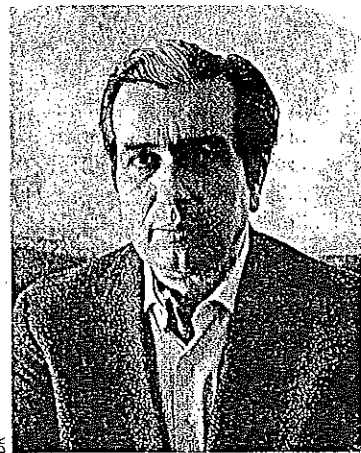
LEITH BEN BECHER: Il faudrait produire plus et mieux. Pays d'agriculture pluviale, la Tunisie souffre de la rareté de l'eau, de la fragilité de ses sols – elle perd chaque année plus de 10 000 ha de terres arables à cause de la seule érosion –, de la désertification et d'une urbanisation croissante, qui autorise des constructions sur des terres irriguées.

Notre enjeu de durabilité – c'est-à-dire de nécessaire préservation – est d'améliorer nos productions et de permettre aux exploitants de vivre décemment de leur travail tout en satisfaisant une population de plus en plus exigeante.

Quel est votre diagnostic ?

Nous sommes restés sur un modèle de révolution verte, comme en Amérique du Sud, et n'avons pas stabilisé la gestion de nos ressources hydriques, alors que l'eau se fait rare et qu'intervient un net changement climatique.

La bonne gouvernance exige quant à elle que les agriculteurs aient un statut, que ce sentiment de mépris qu'on leur porte soit levé, de même que l'iniquité fiscale dont ils font l'objet.



Et, face au désengagement de l'État, il est temps de donner de réels contenus à la formation comme à l'information sur les nouvelles techniques.

Seule la prise en compte des enjeux de durabilité, de gouvernance et d'équité sociale placera l'équilibre territorial au cœur des priorités socio-économiques. Tout ne se fera pas avec l'agriculture, mais rien ne se fera sans elle.

Quelles nouvelles orientations la politique agricole devrait-elle suivre ?

Il s'agit tout d'abord d'établir un nouveau pacte de viabilité entre l'agriculture et la société. Quel prix cette dernière est-elle prête à payer pour se nourrir correctement sans laisser les agriculteurs sur le bord de la route ?

Il faut aussi faire des choix et des arbitrages à court et moyen termes. Doit-on encore produire des protéines ou « de l'eau solide » avec des tomates et des pastèques ? Faut-il s'entêter à poursuivre certaines stratégies même si elles ont conduit à des monocultures et engendré une illusion d'autosuffisance alimentaire ? Par exemple, l'élevage de la holstein [race bovine la plus répandue en Tunisie], qui consomme du maïs et du soja importés dont le coût pèse sur la balance commerciale, est-il vraiment rentable ? Faut-il continuer à subventionner les huiles importées plutôt que la production locale ? Il est urgent d'en finir avec les positions paradoxales.

Pour passer « de la fourche à la fourchette », il est indispensable aujourd'hui de construire les filières, de libérer les énergies, de permettre aux différents acteurs de se rencontrer en créant des chambres d'agriculture et des centres de gestion pour que les professionnels se prennent eux-mêmes en main. ●

Propos recueillis à Tunis par FRIDA DAHMANI



KAMEL AGREBI

Au Domaine Fendri, royaume de l'huile bio

Médaille d'or au concours Bio à Bari (Italie), médaille de bronze au concours international Extra Virgin Oil à Los Angeles (États-Unis)... Cette année encore, l'huile d'olive extra-vierge biologique produite par les moulins du Domaine Fendri, situé à Mknassy (Centre, dans la région de Sidi Bouzid), a rafalé les meilleurs prix du monde.

Slim Fendri, 49 ans, héritier du savoir-faire familial, travaille dans l'exploitation depuis 1995. Avec la démocratisation du bio, il a choisi de privilégier la qualité plutôt que la quantité pour valoriser les propriétés organoleptiques (tout ce qui est susceptible d'exciter un récepteur sensoriel) des crus locaux (une approche peu répandue à l'époque, où l'on visait le vrac et la quantité). Et cela a payé. En 2011, il a remporté son premier prix international. Depuis, il collectionne les récompenses.

Aujourd'hui, le domaine ne produit « que » 150 à 200 tonnes par an d'or vert, dont plus de 100 t sont destinées à l'exportation. Loléiculteur, qui a démontré par un travail minutieux que la variété Chemlali, considérée comme commune, pouvait donner un cru d'excellence, envisage d'augmenter sa capacité de production en plantant 10 000 pieds d'olivier supplémentaires, tout en préservant la dimension humaine de son entreprise. Avec d'autres exploitants de sa région, Slim Fendri élabore une nouvelle norme, l'indication d'origine contrôlée (IOC). ●

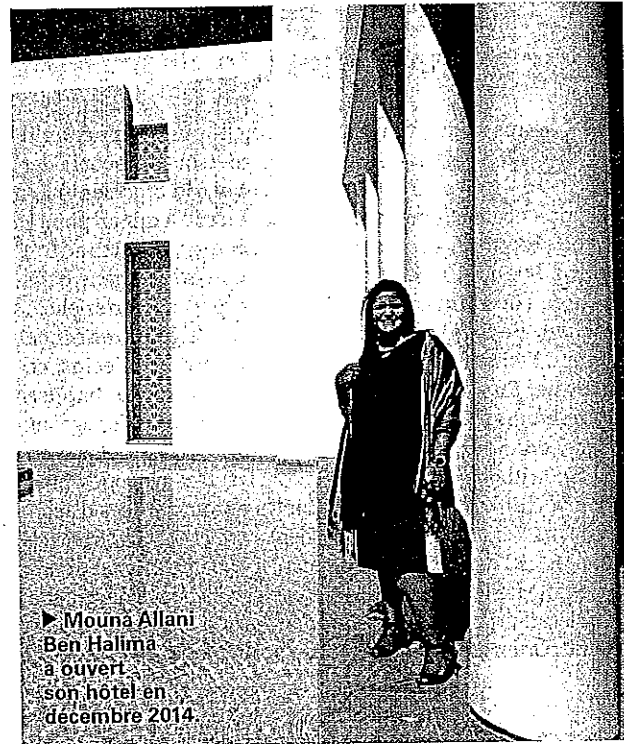
F.D.

La Badira privilégie l'exclusif

À contre-courant, Mouna Allani Ben Halima a choisi de miser sur l'hôtellerie de luxe alors que le secteur était en pleine tourmente. « Toute conjoncture est relative, argumente la jeune femme. Et celle de ces dernières années m'a encouragée à monter en gamme. »

Contrôleuse de gestion et spécialisée dans les audits, mais surtout fille d'hôteliers, Mouna Allani Ben Halima s'est forgé une solide expérience au sein du groupe familial, notamment en pilotant le chantier de rénovation de l'hôtel Taj Sultan à Yasmine-Hammamet (désormais sous enseigne Golden Tulip). Après une étude de marché, elle a investi 16 millions d'euros dans La Badira, un « cinq-étoiles de luxe » ouvert en décembre 2014 à Hammamet, dont les prestations se démarquent de celles offertes par les autres établissements haut de gamme de la station balnéaire. Afin de remplir ses 120 suites, elle cible une clientèle individuelle, recherchant des services très haut de gamme et le calme - l'hôtel refuse les enfants de moins de 16 ans pour préserver le confort de ses clients. Le succès a été immédiat auprès des Tunisiens et, depuis cette année, auprès de la clientèle du Moyen-Orient. Mouna Allani Ben Halima compte aussi sur le réseau The Leading Hotels of the World (LHW), qui lui a décerné son label, pour assurer plus largement la promotion de La Badira à l'international. ●

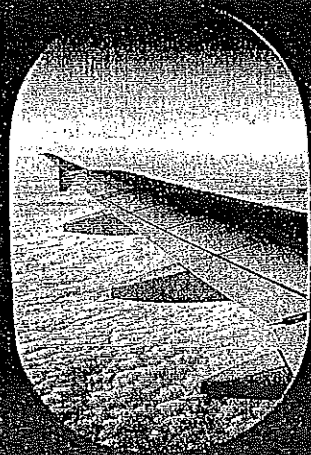
F.D.



► Mouna Allani Ben Halima a ouvert son hôtel en décembre 2014

© NICOLAS FAUQUE/WWW.IMAGESDETUNISIE.COM

JEUNE AFRIQUE



Bienvenue à bord et bonne lecture.

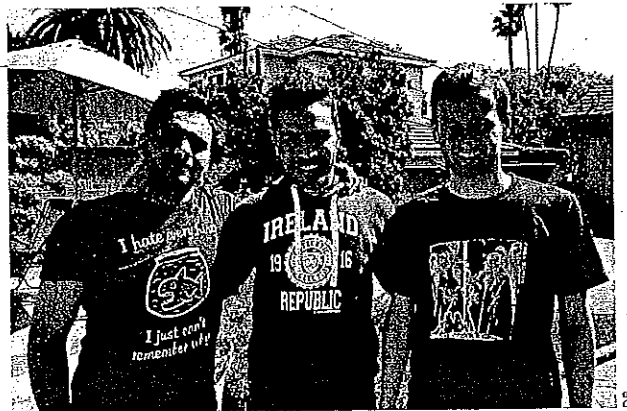
Retrouvez-nous sur vos compagnies aériennes préférées.

BeThree, trois geeks pour sauver des vies

Depuis sa création en 2015, dans le giron de l'incubateur d'Esprit - école d'ingénieurs privée du nord de Tunis (lire pp. 90-91) -, la start-up BeThree (Be Protected, Be Rescued, Be Safe) a fait du chemin. Dans tous les sens du terme. En mai 2016, ses cofondateurs Youssef Aissa (22 ans, au centre sur la photo), Mohamed Rhodesly (25 ans, à dr.) et Bechir Zakkour Farhat (22 ans, à g.) ont en effet quitté Tunis pour Los Angeles, où ils ont intégré le Wonka Lab. L'accélérateur californien est devenu partenaire de la jeune

entreprise tunisienne, qu'il héberge et soutient pour l'aider à valoriser le bracelet intelligent qu'elle a mis au point.

Fréquence cardiaque, saturation de l'oxygène dans le sang, pression artérielle... Grâce à un algorithme conçu avec l'aide de médecins, ce bracelet connecté, baptisé WellBeat, capte tous les signaux biologiques et peut détecter en temps réel les syncopes, possibles annonciatrices d'accidents cardiaques et vasculaires cérébraux (AVC). En cas d'anomalie, le dispositif déclenche l'envoi d'un SMS aux proches et/ou au médecin du patient,



en indiquant ses coordonnées GPS, ce qui permet d'intervenir rapidement. Et de sauver des vies. L'application permet par ailleurs d'assurer un monitoring médical et de faciliter les échanges de données avec les médecins.

Actuellement, le prototype est en phase d'évaluation. Quant au trio du génie biomédical, il est à la recherche

de partenaires pour achever le développement de WellBeat, puis le commercialiser au niveau international. Et les trois garçons comptent bien assurer l'avenir de BeThree en concoquant des algorithmes et applications qui permettront de suivre des patients atteints d'autres pathologies, notamment l'épilepsie. ●

FRIDA DAHMANI

À l'IMS, pas de pitié pour les mannequins

La simulation médicale est un concept innovant, peu développé dans les pays francophones, mais très en vogue dans le monde anglo-saxon. C'est à la fois une méthode d'apprentissage et une technique de formation continue. Elle consiste à faire interagir des personnels soignants avec des mannequins high-tech bardés de capteurs, placés sous monitoring et réagissant aux stimuli.

L'Institut des métiers de santé (IMS), fondé par Ghazi Darghouth, l'a importée en Tunisie en 2014. Ses mannequins peuvent simuler des arrêts cardiaques, des

détresses respiratoires, un choc septique ou servir de cobayes pour la pose de cathéters. « Nos formations s'adressent aussi bien aux personnels paramédicaux - infirmiers, aides-soignants - qu'aux médecins. L'idée consiste à placer les apprenants en situation de stress, en reproduisant des cas critiques qu'ils pourraient rencontrer dans leur pratique, pour juger leurs réactions et les aider à acquérir les bons réflexes. Nous transposons à la médecine des techniques qui ont fait leurs preuves dans l'aviation civile. Car les soignants, comme les pilotes de ligne, n'ont pas droit à l'erreur. »

En 2015, 2 000 professionnels ont bénéficié de ces formations, et, moins de deux ans après sa création, l'IMS réalise déjà plus de 1 million de dinars (plus de 445 000 dollars) de chiffre d'affaires, emploie six salariés et fait appel à quelque 40 formateurs, dont plusieurs médecins de l'hôpital militaire. L'institut dispose de quatre mannequins connectés, qui coûtent la bagatelle de 100 000 dinars l'unité.

Neuf des principales cliniques du pays ont investi dans le projet de Ghazi Darghouth. Venu de l'industrie textile, cet entrepreneur a abandonné la confection à la fin des années 2000, car il voyait les avantages comparatifs de ses produits s'effriter inexorablement. C'est au cours d'un MBA effectué à Londres, en 2009, que lui est venue l'idée de se lancer dans la simulation médicale. Le marché tunisien était alors vierge.

Aujourd'hui, Darghouth ne veut pas s'arrêter en si bon chemin. Il nourrit des ambitions à l'international: « Je veux exporter le savoir-faire tunisien. Le continent recèle des opportunités qu'il faut saisir dès maintenant, avant que d'autres acteurs n'investissent ce créneau. » Il compte organiser à Tunis, dans le courant de 2017, le tout premier congrès africain de simulation médicale. ●

SAMY GHORBAL



► Un mannequin coûte la bagatelle de 100 000 dinars.

ÉDUCATION

Le (bon) sens de la compétition

À l'heure où l'enseignement supérieur a bien du mal à évoluer, **il y a encore d'excellents élèves.** La preuve dans les classes préparatoires de l'université Esprit.

Sadok Jerad illustre à lui seul la fabuleuse réussite d'Esprit Prépa, ce cycle de classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques créé en 2009 dans le giron de l'École supérieure privée d'ingénierie et des technologies (Esprit), dont le campus est basé à l'Ariana, dans la banlieue nord de Tunis. Pur produit du système d'enseignement tunisien, l'étudiant de 20 ans a fait carton plein aux concours des grandes écoles scientifiques françaises. Il a été admis à la fois à l'X (Polytechnique, Paris), à l'École nationale supérieure (ENS) de Cachan, à Centrale et à l'École des mines.

Avec trois admissibles à Normale sup, quatre à Polytechnique, quatorze aux concours communs Mines-Ponts et quatorze autres à ceux de Centrale-Supélec (dont dix à Centrale Paris), la promotion 2015-2016 d'Esprit Prépa, qui comptait environ 80 élèves, a obtenu des résultats exceptionnels. Le taux de réussite global en maths spé (qui agrège les résultats aux concours français et au concours des écoles d'ingénieurs tunisiennes) avoisine 85 %, une performance digne des meilleures prépas parisiennes.

Trois hommes, trois pionniers de l'enseignement supérieur tunisien, sont à l'origine de cette aventure pédagogique peu banale : Mohamed Naceur Ammar, Tahar Ben Lakhdar et Mohamed Jaoua. Le premier, directeur d'Esprit Prépa, est un ancien élève de Polytechnique et des Mines de Paris. Il a été brièvement ministre des Technologies de la communication (2010-2011).

Le deuxième, docteur ès sciences physiques, a dirigé l'Agence tunisienne de la formation professionnelle et a supervisé la mise en place du réseau des instituts supérieurs des études technologiques (Iset), créés dans le prolongement de la réforme de l'enseignement supérieur orchestrée au début des années 1990 par l'emblématique Mohamed Charfi, ministre de l'Éducation de 1989 à 1994. Mais Tahar Ben Lakhdar a surtout fondé,

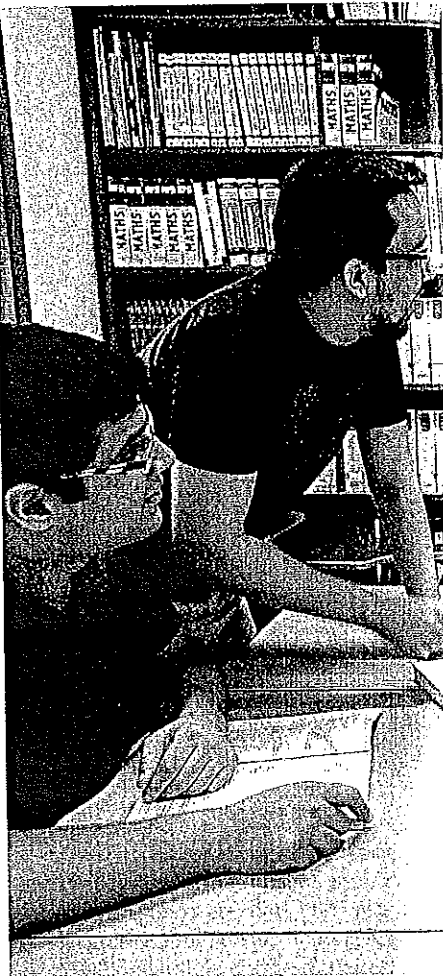
en 2003, l'université privée Esprit. Pensée au départ comme une start-up, elle scolarise aujourd'hui près de 4 800 étudiants.

Le troisième, Mohamed Jaoua, éminent mathématicien, fut l'un des plus proches collaborateurs de Mohamed Charfi. Fondateur, en 1991, de l'École polytechnique de Tunis et de l'Institut préparatoire aux études scientifiques et technologiques (Ipest), la première prépa publique d'excellence du pays, il a dirigé ces deux institutions jusqu'en 1995.

« Notre ambition n'est pas mercantile, même si nous sommes évidemment tenus à un impératif de rentabilité, car nous ne touchons aucune subvention, assure le directeur d'Esprit Prépa. Nous venons du public. Nous nous inscrivons dans la vision d'un enseignement d'intérêt général, qui épouse les standards de qualité internationaux et se veut socialement inclusif, poursuit Mohamed Naceur Ammar. Esprit Prépa vise d'abord à corriger les dysfonctionnements du système des prépas étatiques tunisiennes, qui a beaucoup dérivé par rapport à ses objectifs initiaux. »

GÂCHIS. Le nombre de bacheliers en section maths a été multiplié par cinq en vingt-cinq ans : il est d'environ 10 000 aujourd'hui. Parallèlement, le nombre de places de prépa à l'Ipest - la voie royale - a stagné, voire diminué. Il se maintient actuellement autour de 120. Les autres instituts préparatoires aux études d'ingénieurs, mis en place en même temps que l'Ipest et qui scolarisent des milliers d'élèves, ont quant à eux été littéralement oubliés en matière d'ambition et de moyens. Ces classes préparatoires publiques souffrent de la désaffection des meilleurs bacheliers scientifiques car elles n'offrent pas la possibilité de passer les concours français, ne préparent pas aux oraux (via les fameuses « colles ») et manquent de professeurs

Digne des meilleures prépas parisiennes, le taux de réussite en maths spé avoisine 85 %.



agregés qualifiés. En résulte un formidable gâchis, car la Tunisie manque cruellement d'ingénieurs de haut niveau. L'Ipest, cursus d'excellence, enrôle à peine 1 % des bacheliers scientifiques et il faut avoir entre 18,5 et 19 de moyenne générale au bac pour prétendre y accéder. La réduction

drastique du nombre de places réservées à l'élite s'est faite au détriment de jeunes présentant un fort potentiel, mais qu'il est impossible de détecter en se fondant sur leurs seules notes au baccalauréat.

« Le premier étudiant de l'Ipest à intégrer

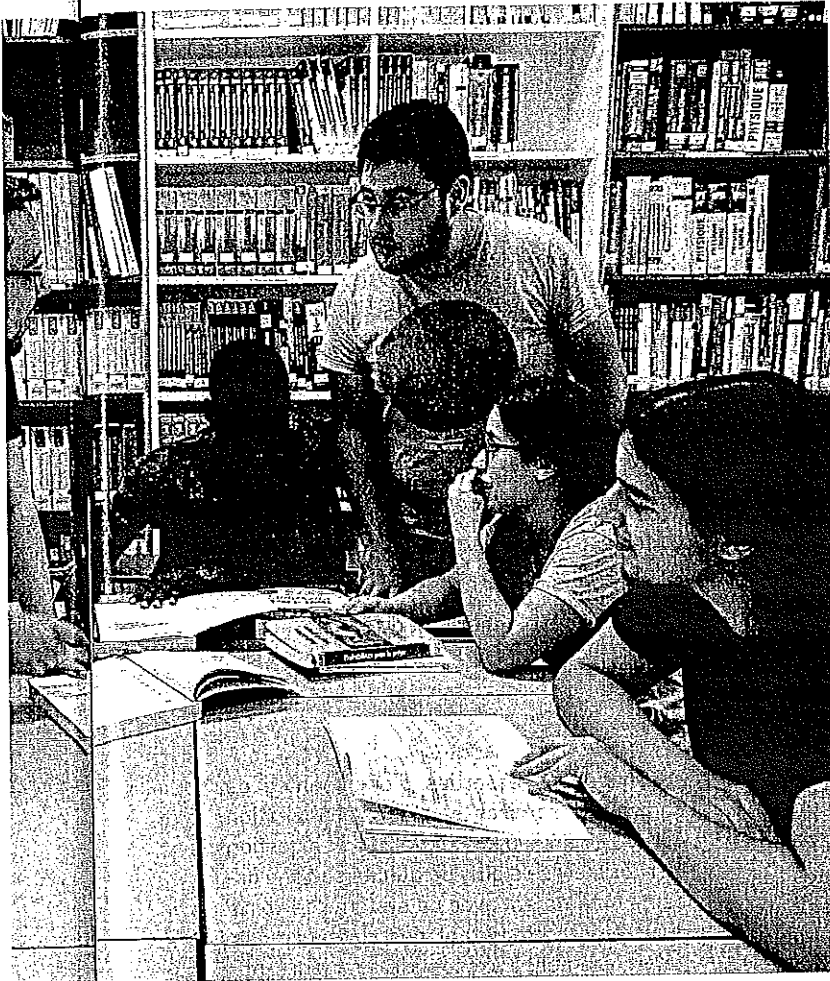
Polytechnique Paris s'appelait Mokhtar Ben Belgacem. C'était en 1997. Il venait d'une famille modeste, était originaire du gouvernorat de Kébili, dans le Sud, et avait eu une moyenne de 13,80 au bac, rappelle Mohamed Naceur Ammar. Ce garçon est l'exemple type de l'ascension

UN SYSTÈME À DEUX VITESSES

La Tunisie compte environ 200 établissements d'enseignement supérieur, dont une cinquantaine sont privés, pour un effectif de plus de 330 000 étudiants (226 000 en 2002). La majeure partie est toujours scolarisée dans le public, qui comptait 306 000 inscrits à la rentrée 2014-2015, contre 26 000 pour le privé – dont un tiers d'étudiants étrangers, principalement originaires d'Afrique francophone.

L'enseignement supérieur privé, qui a commencé à se développer dans les années 1980, a longtemps eu mauvaise réputation : il était considéré comme un cursus au rabais, peu exigeant (certains établissements se contentaient du « niveau bac » sans demander le

diplôme), destiné à absorber les rebuts du public. Mais les choses ont bien changé ces quinze dernières années, avec l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, plus ambitieux, et des investissements massifs, qui concernent désormais le secondaire également. Pour preuve, pas moins de huit groupements économiques ont manifesté leur intérêt pour le rachat de l'École internationale de Carthage, qui accueille quelque 1 800 élèves de la maternelle à la terminale, seule institution tunisienne privée agréée par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). Détenu par l'ex-première dame Leïla Ben Ali, elle avait été confisquée par l'État au lendemain de la révolution de 2011. ● S.G.



ONS ABID POUR JA

▲ Dans la bibliothèque d'Esprit Prépa.

républicaine et méritocratique qui est en passe de devenir impossible avec une élite actuellement aussi réduite. C'est pour tenter de remédier à ce problème que nous nous sommes décidés à créer une prépa privée à un coût raisonnable [une année revient à 8 000 dinars, soit 3 530 euros, pension incluse] et où les plus méritants sont exonérés des frais de scolarité et d'internat. »

Selon ses promoteurs, Esprit Prépa n'est pas la rivale, mais plutôt le complément indispensable de l'Ipest. Bénéficiant d'un fructueux partenariat pédagogique avec

« Ginette » (les classes prépas du lycée privé Sainte-Geneviève, à Paris), elle est ouverte à tous les étudiants, notamment aux recalés d'un système public devenu malthusien.

SECONDE CHANCE. Skander est un « 5/2 » (redoublant de deuxième année de classe prépa). Il refait son année de maths spé dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats. L'an dernier, il a été admissible à Polytechnique. « Malgré une moyenne de 17,34 au bac, j'ai été refusé à l'Ipest et, comme beaucoup, je me suis tourné vers

des études de médecine, une filière socialement plus valorisante qu'une scolarité dans les autres prépas publiques, mais qui ne me correspondait pas... Esprit m'a donné une seconde chance de réaliser mon rêve. »

Depuis trois ans, Esprit Prépa s'internationalise et apparaît comme une alternative aux études en France ou au Maroc : elle accueille notamment quatorze élèves bénéficiaires d'une bourse de la présidence de la République ivoirienne, ainsi que des étudiants camerounais et mauritaniens. ●

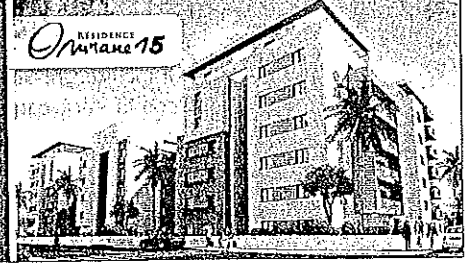
SAMY GHORBAL



Cité Riadh El Ghazala
A. 200m du Technopôle El Ghazala

Tel: 71 840 733
Gsm: 22 562 229 - 22 762 145
29 659 131
www.imm-tunisia.com

IMM
IMMOBILIERE
MAROCAINE





TUNISIE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'HABITAT
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

TUNISIE • TUNISIA

Les réseaux routiers, leviers de développement

Le modèle de développement durant plus de quatre décennies a montré ses limites avec une incapacité à juguler les disparités régionales faute d'avoir doté l'intérieur du pays des moyens lui permettant d'être dans la compétitivité. Le poids économique et migratoire des zones côtières a renforcé ce déséquilibre avec des infrastructures répondant à cette pression. Le Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement de territoire a participé à rompre avec cette logique périlleuse pour la cohésion nationale ; doter les régions d'un cadre de vie, les désenclaver en les connectant via les réseaux d'infrastructures aux pôles économiques du pays tout en veillant aux équilibres, s'inscrit désormais dans les priorités de l'Équipement en terme de contribution à l'aménagement du territoire et au développement du pays.

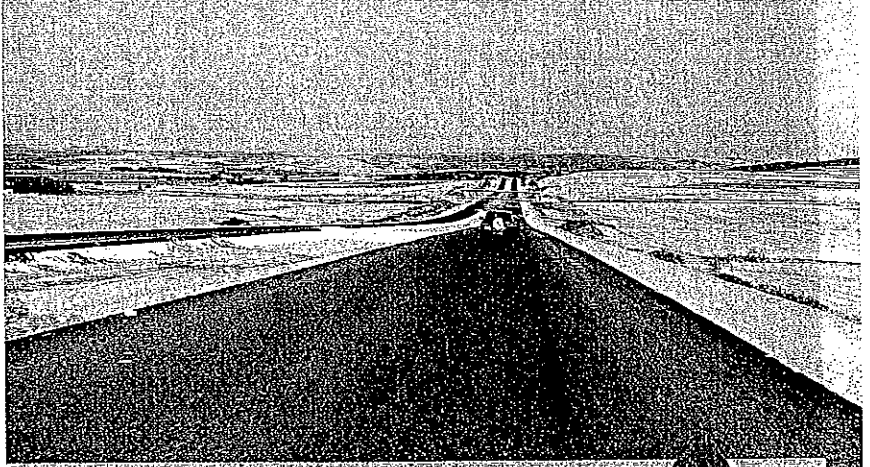
Avec la nécessité d'ouverture d'axes Nord-Sud et Ouest Est en direction des zones côtières, des agglomérations importantes et des principaux ports du pays et le besoin de liaisons plus aisées avec la capitale Tunis, la priorité a été donnée au réseau autoroutier comme colonne vertébrale de développement. Avec un capital de 356 km d'autoroutes, de 19 126 km de routes classées dont 80% sont asphaltés et 50 000 km de pistes rurales dont 18 000 km sont revêtues, le Ministère a établi une stratégie de développement et d'entretien de ce réseau afin de réduire les disparités régionales, de lier les zones de production aux zones de distribution, de fluidifier la circulation et de répondre à l'intégration de la Tunisie dans son environnement maghrébin. Le doublement du linéaire des autoroutes d'ici à 2018 pour atteindre 1 300 km en 2030 consolide l'ensemble de ces objectifs de performances. Ces axes seront complétés par un maillage du territoire avec près de 2 000 km de voies rapides, en sus des 1 500 km existants, et de 22 ouvrages d'art répartis sur 20 gouvernorats qui faciliteront les flux inter-régionaux. Le dispositif sera complété par l'aménagement de pistes rurales reliant les localités au réseau de routes classées. Ces actions de désenclavement et d'optimisation de la connectivité s'accompagnent de la mise en conformité du réseau avec les standards

internationaux assorties d'une montée de gamme de services et d'une réhabilitation qui couvrira 9 500 km d'ici à 2030. La gestion territoriale vise à plus de fluidité en zone urbaine notamment avec un système de voirie structurant comportant des voies express, l'élargissement d'axes routiers majeurs, des échangeurs et des roclades sur les grandes et moyennes agglomérations avec notamment un programme spécifique pour la capitale en tant que première métropole du pays. En matière d'investissement, l'ensemble des actions, prévues sur les trois prochains plans de développement, représentent une enveloppe de 30 milliards de dinars, un effort d'investissement pratiquement équivalent à un budget annuel de l'État. Divers bailleurs de fonds internationaux dont la Banque Mondiale (BM), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence Japonaise de Coopération internationale (JICA), le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) participent au financement de ces grands chantiers d'extension, de modernisation et d'aménagement du réseau routier.

LES AUTOROUTES, un paramètre essentiel de compétitivité du pays

Colonne vertébrale à laquelle se raccorde le maillage routier, le réseau des autoroutes,

acteur économique majeur, compte 356 km et aura doublé sa couverture d'ici 2018. Une prouesse mais également un effort et une mobilisation, pour accompagner avec une infrastructure et des équipements modernes, la volonté d'inscrire l'économie nationale sur la scène mondiale, d'assurer le développement de la compétitivité et de participer à l'attractivité du site Tunisie en matière de grands projets et d'investissements étrangers et locaux. Le schéma directeur adopté par Tunisie Autoroutes, prévoit un linéaire de 1300 km qui convergent depuis les frontières sud-est, sud-ouest et nord-ouest vers Tunis tout en desservant les principales agglomérations du pays. Opérationnelle depuis 1992, l'entreprise publique, intervient, en tant que concessionnaire, dans la construction, l'exploitation et l'entretien des autoroutes en Tunisie. ➤ ➤



Les routes tunisiennes en chiffres



Autoroutes en construction

- Sfax-Gabès : 155 km, 817 MDT, taux d'achèvement : 90 %
- Gabès-Médenine : 84 km, 550 MDT, taux d'achèvement : 25 %
- Médenine-Ras Jedir : 92 km, 450 MDT, taux d'achèvement : 60 %
- Oued Zarga-Bousalem : 54 km, 430 MDT, taux d'achèvement : 99 %



Le mot de M. Mohamed Salah Arfaoui, Ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire

La nouvelle Constitution tunisienne consacre les principes de la discrimination positive en matière de développement régional, de décentralisation et de gouvernance locale, d'où l'intérêt particulier accordé au développement des infrastructures dans le Plan de développement 2016-2020.

Celles-ci sont en effet considérées comme des leviers de développement par les milieux économiques et les élus locaux, car étroitement liées au processus de croissance économique, d'intégration et de complémentarité inter-régionale. De fait, leur développement contribue non seulement à la réalisation d'une plus grande

convergence de développement entre toutes les régions du pays (les régions côtières et les régions intérieures) mais il permet également de susciter une synergie et une dynamique commerciale et économique entre elles.

La qualité de l'infrastructure est par ailleurs une composante essentielle de l'environnement général de l'investissement. Elle est considérée par les investisseurs étrangers comme étant un avantage comparatif majeur dont peut se prévaloir tout site d'investissement.

En Tunisie, comme dans la plupart des pays, le financement et la fourniture en infrastructures demeurent majoritairement l'œuvre du secteur public et ce malgré le rôle grandissant du secteur privé. Votée récemment, la loi sur le partenariat public-privé va dans ce sens.

En plus de l'infrastructure routière qui reste une composante

fondamentale dans la politique de l'État, le ministère développe d'autres secteurs d'activité : le logement par exemple est un facteur essentiel dans l'équilibre et la stabilité des ménages, notre objectif est d'offrir aux classes à revenu faible et moyen des logements convenables à des prix abordables. Le traitement de l'Habitat informel permet d'améliorer les conditions de vie dans les quartiers vulnérables et de doter ses populations des commodités nécessaires.

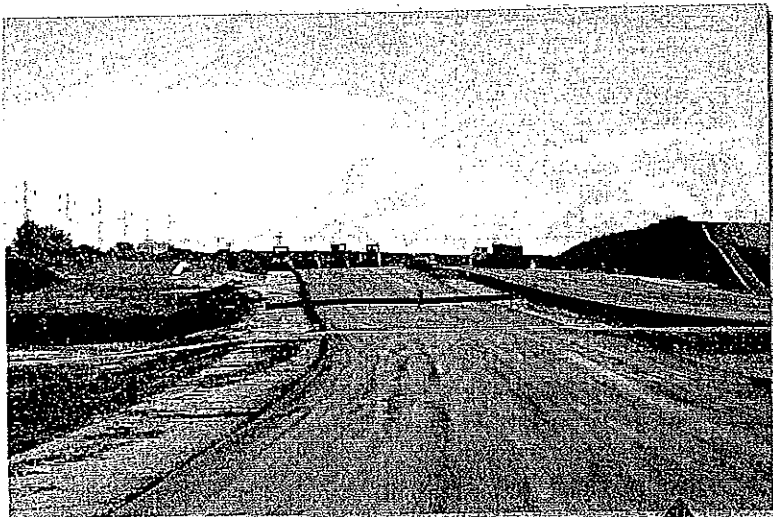
Notre politique repose également sur un programme de réformes et de grandes restructurations bénéfiques pour le pays en matière de gestion du territoire, de foncier et d'urbanisme.

En somme, nous bâtissons le présent et préparons l'avenir, nous réalisons et ouvrons de nouveaux horizons pour les générations futures. ☺



TUNISIE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



LE RÉSEAU ROUTIER

Travaux en cours

Aménagement du réseau classé : 345 km - 203 MDT

- ▶ Renforcement : 333 km, 145.7 MDT
- ▶ Ouvrages d'art : - Nombre : 11 - Coût : 46.8 MDT
- ▶ Pistes rurales : 940 km, 257 MDT

Développement régional du réseau classé : 200 km, 144 MDT

Les projets futurs

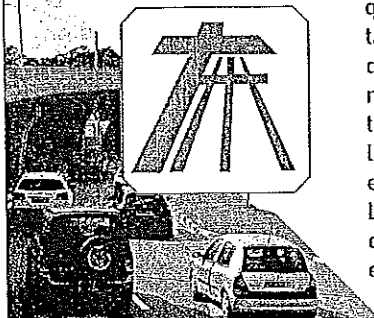
- ▶ Pont de Bizerte : 600 MDT
- ▶ Corridors stratégiques Ouest-Est : 300 km, 1200 MDT
- ▶ Desserte autoroutière des Gouvernorats de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa ; première tranche jusqu'à Jelma : 188 km, 1200 MDT
- ▶ Liaison Tataouine et autoroute A1 : 50 km, 180 MDT
- ▶ Rocade du grand Tunis (X30) : 80 km, 800 MDT
- ▶ Liaison autoroutière Elkef A3 : 100 km 500 MDT

▶▶ À son actif 356 km d'autoroutes en exploitation, 385 km en construction, 465 km en cours d'études et 100 km en préparation. Outre les prestations couvrant l'entretien du réseau, la sécurité et l'installation des systèmes d'information et de télépéage, la priorité est donnée à l'achèvement de quatre tronçons essentiels au désenclavement régional ; sur l'axe sud, les tronçons Sfax-Gabès, celui de Gabès-Médénine, celui de Médénine-Ras Jedir porteront jusqu'à la frontière libyenne tandis qu'à l'ouest la partie Oued Zarga-Boussalem pose des jalons de plus vers l'Algérie en attendant que la construction des 80 km restants qui conduiront à la frontière tuniso-algérienne. Le réseau, pour être totalement structurant, doit être complété par une autoroute de 385 km reliant Tunis-Kairouan-Sidi Bouzid-Kasserine-Gafsa ainsi que d'un tronçon reliant Le Kef au réseau autoroutier. Inscrits parmi les grands chantiers de la Tunisie, le dispositif d'autoroutes conduit la Tunisie vers un avenir de mobilité où la circulation des populations et des marchandises contribueront à faire du pays un hub économique.

LE BTP, un nouveau créneau pour les jeunes entrepreneurs

La solidarité nationale s'exprime par des programmes innovants visant à réduire le chômage endémique des jeunes notamment des diplômés formés aux métiers du BTP. Le Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement de territoire propose de destiner une partie du budget destiné à

TUNISIE AUTOROUTES



Créée en 1992, Tunisie Autoroutes assure, en tant que concessionnaire, les trois rôles qui s'imbriquent dans une logique de continuité : ceux de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des Autoroutes en Tunisie.

Les projets des Autoroutes, déjà réalisés (356 km), en cours de réalisation

(385 km) ou en perspective (560 km), figurent, parmi les « grands chantiers » de la Tunisie. Ils s'insèrent dans l'ambition de faire de la Tunisie une économie de plus en plus compétitive, de réduire les disparités entre les régions, de booster les investissements tunisiens et étrangers et de favoriser la création d'emplois.



www.tunisieautoroutes.tn

l'entretien et l'embellissement routier à des jeunes entreprises auxquelles cette activité serait déléguée. Les sociétés créées bénéficieront de marchés cadre, d'une valeur globale de 13 MDT annuellement, avec le ministère sur trois ans, après signature du cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité. En moins de six mois, ce programme destiné aux ingénieurs, aux maîtres d'œuvre et aux techniciens diplômés du supérieur âgés de 25 à 40 ans, a permis de réunir, en 2016, une pépinière de 92 micro-entreprises dans les 24 gouvernorats du pays avec la création de 600 emplois directs. Après une formation, ces jeunes entrepreneurs auront en charge les travaux de signalisation verticale et horizontale et pose et entretien des glissières de sécurité, l'embellissement des routes avec l'entretien des espaces verts ainsi que le curage des ouvrages hydrauliques et dégagement des accotements et les opérations de rebouchage des nids de poule. Cette initiative qui répond aux besoins croissants en matière d'entretien et de maintenance à travers l'implantation des petites entreprises spécialisées dans les différents gouvernorats a pu être concrétisée avec l'aménagement d'un cadre juridique fixant les conditions et les procédures de négociation directe pour la passation des marchés avec les micro-entreprises pour la réalisation des services et travaux dans le cadre des programmes d'incitation des diplômés de l'enseignement supérieur et d'un arrêté ministériel autorisant l'exercice des micro-entreprises dans l'entretien routier conformément à ces programmes nationaux d'incitation.



LOGEMENT SOCIAL, une action en faveur de l'habitat décent pour tous

Exode rural, 50 % de taux de bancarisation et chômage ont contribué à la précarisation et au développement de l'habitat insalubre en zone urbaine où le besoin en logements se fait pressant. Le parc de 2,8 millions de logements sociaux se révèle insuffisant face à une demande des ménages à faible revenus qui perçoivent un maximum de 1050 dinars mensuels, soit trois fois le SMIG. Un programme spécifique ciblant cette population a été mis en œuvre par le ministère de l'Équipement de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire, il vise à éradiquer les logements rudimentaires et leur substitution d'une part, d'autre part la réalisation de logements individuels de 50 m² couverts extensibles en R+2 ou des habitats collectifs de 75 m² et la mise à disposition de lots viabilisés de 160 m². Un programme à la carte selon les convenances des familles mais sur lequel l'État s'engage à prendre en charge l'achat du terrain, les études, la viabilisation et la construction à hauteur de 50 % de son coût.



شركة الخرسانة الرفيعة
Société Super Béton
Vente de béton prêt à l'emploi

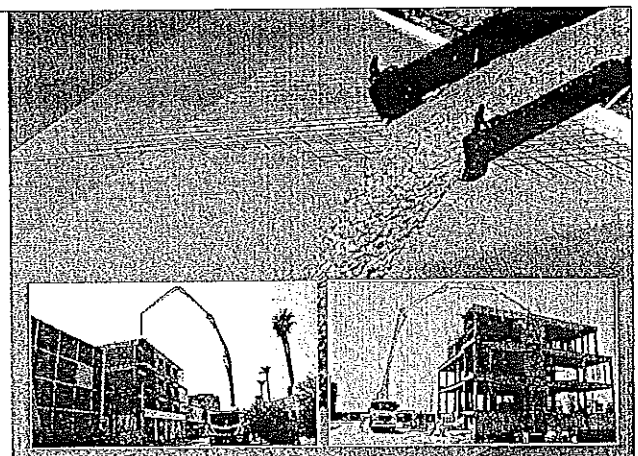
Le spécialiste du Béton

Centrale Tunis : Route de Raoued Sidi Amor - Ariana
Centrale Kef : Route Kef 7122 Borj Aiffa - Kef
Centrale Monastir : Route Mahdia Bembla - Mnara - Monastir

Bloc 11, Cité Olympique 1003 Tunis
Tél. : (+216) 71 772 636
Fax : (+216) 71 772 621
Email : superbeton@topnet.tn



ISO 9001 : 2008





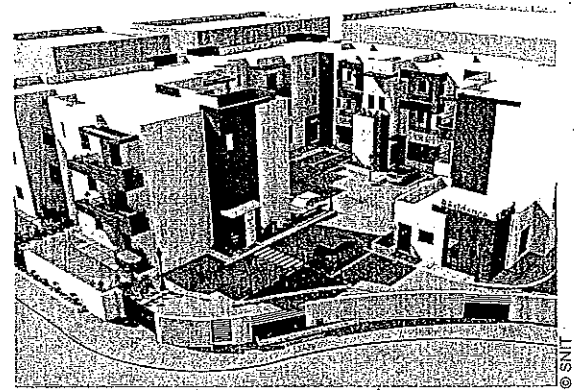
TUNISIE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'HABITAT ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

➤ ➤ Entre 2013 et 2017, la réalisation d'une première série de 10 000 logements et lots sur l'ensemble du territoire devrait permettre de loger en moyenne 40 000 personnes et créer dans ces zones près de 15 000 emplois directs et indirects. Ainsi, en périphérie de Tunis, 1550 habitations et lots de terrains à El Bokri et plus de 800 logements collectifs à Sidi H'sin Sijoumi permettront de rendre viables des zones jusque-là vouées à l'anarchie urbaine, à l'instar des zones intérieures. Dans cette action, les autorités, qui ont reçus l'appui de bailleurs de fonds internationaux dont celui du Fonds Saoudien de Développement et du Gouvernement de l'État de Qatar, le ministère a fait participer des promoteurs immobiliers publics et privés. Pour promouvoir d'avantage le logement social, et consolider la réalisation de ce programme, le Ministère encourage le partenariat public privé dans le but d'atteindre un nombre de 30 000 logements à l'horizon 2020 et 50 000 à l'horizon 2025. ■

Les régulateurs de l'immobilier

Garant du droit à un logement décent et à une qualité de vie, l'État par le biais du Ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement de territoire entreprend de réguler un marché de l'immobilier en expansion et de réhabiliter le tissu urbain.



I ♥ Tunisia

Imagine your future

Mobility

Air conditioning & heating

Escalators & Elevators

Civil works

Servicom
imagine

www.servi.com.tn
contact@servi.com.tn

La Société Nationale Immobilière de Tunisie (SNIT)

Depuis sa création en 1957, la SNIT, joue un rôle de promoteur immobilier avec à son actif 265 000 logements dont 60 % de logements sociaux. Avec une gamme de produits diversifiés, des prestations de qualité et des prix attractifs, la SNIT peut se prévaloir d'une position de leader puisque une famille tunisienne sur 6 occupe un de ses logements. Elle demeure un régulateur des prix sur le marché immobilier par la réalisation d'un panel de logements diversifiés répondant aux exigences des ménages tunisiens. Avec son expertise, et

forte d'un important capital confiance, l'entreprise s'est engagée à participer à la réalisation du programme national de logement social tout en travaillant sur la mise en œuvre de ses nouvelles orientations stratégiques par le renouvellement du milieu urbain en adoptant des techniques d'éco-construction. Cette expertise permet à la SNIT de développer des partenariats et d'envisager une exportation de ses compétences et de son savoir-faire. ■





© AFH

L'Agence Foncière d'Habitation (AFH)

En charge de mettre en œuvre les orientations nationales en matière d'habitat et d'urbanisme, elle gère le foncier, veille à la réalisation de l'aménagement des lotissements, effectue les études urbanistiques, techniques, environnementales et assure la vente et le transfert de propriété. Sa stratégie s'appuie sur une gestion des projets selon les objectifs, une coordination avec les différentes parties prenantes, une maîtrise des coûts et le développement du partenariat public privé pour le montage des projets. L'agence qui a multiplié par 20 son chiffre d'affaires depuis sa création

en 1974 et a produit plus que 7000 ha de surface nette de lots soit plus que 130 000 unités de logements, compte développer ses actions en matière de renforcement des réserves foncières en vue d'anticiper l'extension urbaine en adoptant l'approche de développement durable par l'application de critères d'éco quartiers aux nouveaux projets. L'AFH, riche de plus de 42 ans d'expérience prévoit d'exporter son savoir-faire pour la création et l'aménagement de projets urbains intégrés. ■



© ARR

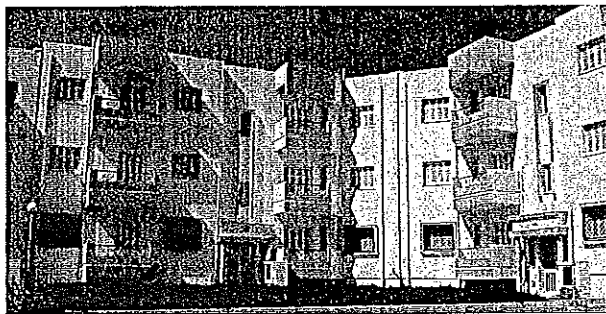
L'Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU)

Pôle de la réhabilitation et rénovation urbaine, les actions de l'ARRU couvrent l'amélioration des conditions d'habitat dans les quartiers populaires sous équipés et une meilleure utilisation du sol urbain. Au titre de maître d'ouvrage délégué, de maître d'ouvrage direct ou de maître d'ouvrage partagé en participation avec les riverains, l'agence intervient, outre la réhabilitation urbaine, sur les tissus urbains anciens et plus particulièrement celui des médinas. Sa contribution, évaluée à

un investissement d'environ 1 MDT sur l'ensemble des programmes, a touché 700 000 logements et porte aussi bien sur des projets complexes, intégrés à composantes multiples que des projets plus simples de rénovation de réseaux d'infrastructure de base et de ravalement de façade. À ces axes de travail s'ajoute la promotion immobilière dans le cadre de relogements inhérents au champ d'intervention de l'ARRU. ■



La société de promotion des logements sociaux (SPROLS)



© SPROLS

Avec un parc de 25000 logements, la SPROLS joue un rôle de régulation du marché immobilier en proposant environ

500 logements par an cédés à des prix de 25 à 30% moins chers que ceux du marché. Elle développe également des

produits destinés aux Tunisiens résidents à l'étranger et s'associe au programme national pour les logements sociaux en construisant et gérant à titre de maître d'ouvrage délégué, 1000 logements fournis aux bénéficiaires sous forme de location-vente. Elle joue également ce rôle en collaborant avec des offices de logements rattachés notamment à des ministères et à des institutions étatiques en mettant 30% des logements qu'elle

réalise à leur disposition à des prix privilégiés. Maîtrise des coûts et des charges, des délais d'exécution et du cycle de vie des projets sont les objectifs de la SPROLS dont le carnet de commande porte sur 2500 logements d'ici à 2020. ■

« la SPROLS est le promoteur qui a la solution pour ceux qui n'ont pas de solution »



SOROUBAT... L'expérience Pour Construire Demain...

SOROUBAT est spécialisée dans la construction des projets d'infrastructures de transport divers, de bâtiments, de projets environnementaux et industriels. Nous sommes, aujourd'hui, parmi les acteurs majeurs sur le continent africain. Avec plus de 40 ans d'expertise dans la réalisation d'infrastructures, nous sommes en mesure, d'assurer, à nos clients un service complet et un accompagnement dédié qui englobent aussi bien la conception, le financement, la construction ainsi que la gestion des projets d'infrastructures de transport divers, les sites industriels et les bâtiments...

Une forte présence en Maghreb en Tunisie, en Algérie et en Libye ; en Afrique Subsaharienne Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo et Bénin ; et en Afrique Centrale : Cameroun et Tchad

Siège Social : 36 Av. de la Gare 2014 Mégrine Riadh, Tunis - Tunisie
Tél. : (+216) 71 43 31 20 - Fax : (+216) 71 433 074
www.groupeSOROUBAT.com

